

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**
Suivi de la conjoncture monétaire
et financière

POLYNESIE FRANCAISE
N° 120 – 4^{ème} Trimestre 2004

Sommaire

	Page
Synthèse	3
1. L'évolution monétaire et financière	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	4
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	4
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	5
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	7
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	11
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	15
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	19
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	23
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	27
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	27
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	28
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	29
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	29
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	31
2. Rappels des taux	
2.1 Taux administrés	33
2.1.1 Taux d'intérêt légal	33
2.1.2 Taux d'intervention de l'Institut	33
2.2 Taux du marché	33
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	33
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	34
2.3 Taux de l'usure	34
2.3.1 Crédits aux particuliers	34
2.3.2 Crédits aux entreprises	34
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	35
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	35
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	36
3. Autres activités de l'IEOM	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	39
3.1.1 L'émission de billets CFP	39
3.1.2 L'émission de pièces CFP	40
3.2 Les systèmes d'échanges	41
3.3 Le refinancement	42

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit, le Trésor Public et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).

Synthèse

Dans la continuité des trimestres précédents, l'épargne en Polynésie française a augmenté avec cependant un rythme de croissance moindre qu'à la même période en 2003. Son taux de progression annuelle était de 7,5 % au 30 septembre 2004 contre +9 % fin septembre 2003. Cette évolution correspond à un supplément d'encours de 26,2 milliards de F CFP sur un an.

Cette décélération de la croissance des actifs financiers concerne uniquement les sociétés non financières (+7,8 %, soit +5,3 milliards de F CFP contre +14,3 % un an plus tôt) alors que l'épargne des particuliers a progressé plus rapidement (+7,4 %, soit +16 milliards de F CFP contre +5 % à la même période en 2003). Quant aux entrepreneurs individuels, leur encours s'est accru de 7,6 % contre +7,3 % douze mois plus tôt.

Toutes leurs composantes se sont inscrites en hausse, avec des rythmes de croissance supérieurs à ceux de 2003, excepté s'agissant des placements liquides. Ces deniers n'ont crû que de 0,9 % (+6,8 % en glissement annuel à fin septembre 2003) et ont vu ainsi leur part dans le total des actifs financiers décroître de 3,3 points (à 50,7 % au 30 septembre 2004) au profit de celle des dépôts à vue (+0,8 point à 30 %), avec un taux de croissance de leur encours de 10,3 % (+6,3 % en 2003), mais surtout de l'épargne à long terme (+2,7 points à 19,3 %) avec une progression conséquente de 24,2 % en valeur sur l'année.

L'ensemble des crédits mis en place en faveur des agents économiques polynésiens par le système bancaire local et les établissements de crédit hors zone a représenté 418 milliards de F CFP au 30 septembre 2004, en hausse de 7,4 % en glissement annuel (+13,7 % à fin septembre 2003).

Les établissements de crédit locaux restent les premiers bailleurs de fonds de la collectivité avec une part de 79,9 % du total des crédits à l'économie, soit un encours de 334,1 milliards de F CFP contre 20,1 % pour les établissements de crédit installés hors de Polynésie française, principalement en métropole.

Le ralentissement des financements locaux en faveur des ménages, en net retrait par rapport à l'année passée (+6,5 % au lieu de +12,4 %), a accompagné l'évolution de la demande depuis plusieurs trimestres. L'encours des crédits à la consommation a connu une hausse de 8,9 % (+21,4 % en 2003) et celui des crédits à l'habitat a cru de 4 % contre +5,9 % douze mois plus tôt. Les prêts bancaires au logement se sont inscrits en recul de 24 % en volume et de 35 % en valeur (5,7 milliards de F CFP à fin septembre 2004 contre 8,6 milliards de F CFP à la même période en 2003).

Comme pour les particuliers, le rythme de croissance de l'encours des crédits locaux aux entreprises (sociétés non financières) a été inférieur à celui enregistré lors des neuf premiers mois de 2003 (+8,3 % contre +18,5 %). Les crédits d'équipement en faveur des sociétés non financières ont légèrement régressé de 0,3 % (39,8 milliards de F CFP à fin septembre 2004) suivant en cela les importations de biens d'équipement.

Enfin, s'agissant de la sinistralité, l'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques montre une légère dégradation de leur situation financière. Ainsi les créances douteuses brutes ont vu leur encours croître de 2,7 % sur l'année (16,7 milliards au 30 septembre 2004). Leur part du total des crédits consentis par les établissements de crédits locaux s'est cependant améliorée pour ne représenter que 5 % de ces crédits contre 5,2 % un an plus tôt. Par ailleurs, l'encours des comptes ordinaires débiteurs s'est accru de 4,1 % en glissement annuel, du fait principalement des entreprises (-+2,2%), celui des particuliers ayant évolué en sens inverse (-6,4%).

1. L'évolution monétaire et financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

Commentaires :

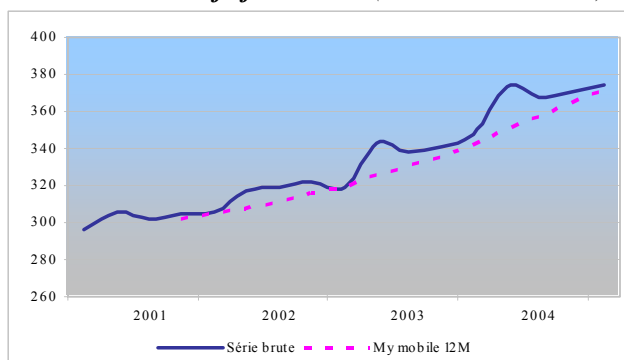
Par rapport à la fin du troisième 2003, le taux de croissance des actifs financiers a décéléré. Leur encours s'est élevé à 374 milliards de F CFP au 30 septembre 2004, contre 347,8 milliards de F CFP à la même date un an plus tôt, soit une progression de 7,5 %.

L'encours des placements liquides n'a progressé que de 0,9 % sur l'année (+6,8 % douze mois auparavant) alors que celui des dépôts à vue a augmenté de 10,3 % (contre +6,3 %) et celui de l'épargne à long terme de 24,2 % (contre +22,7 %).

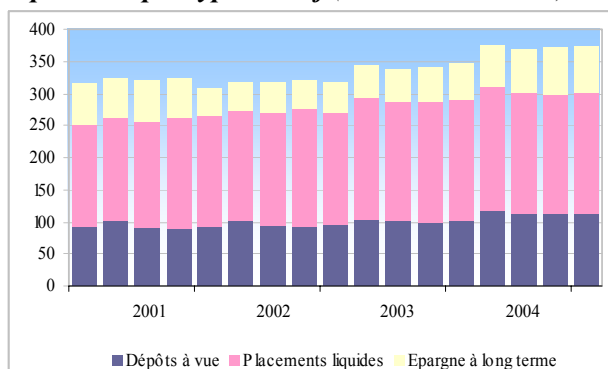
	Montants en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	sept-03	mars-04	sept-04
Actifs financiers (1).....	347 784	373 709	367 925	370 664	373 980	9,0%	8,7%	7,5%
Dépôts à vue.....	101 784	117 790	112 145	113 093	112 309	6,3%	11,5%	10,3%
Placements liquides.....	188 004	193 008	189 712	186 404	189 625	6,8%	1,9%	0,9%
Comptes sur livret.....	75 101	78 568	79 593	79 599	82 297	38,6%	26,1%	9,6%
Cptes d'épargne-logement.	203	215	234	220	230	65,7%	33,9%	13,1%
Dépôts à terme.....	76 343	76 786	72 046	66 609	67 612	-16,7%	-17,3%	-11,4%
OPCVM monétaires.....	15 002	15 455	15 154	15 078	15 421	49,2%	7,9%	2,8%
Divers.....	21 355	21 984	22 685	24 898	24 065	6,9%	4,4%	12,7%
Epargne à long terme.(1)....	57 997	62 912	66 068	71 168	72 046	22,7%	27,9%	24,2%
Actions - obligations.....	5 889	5 821	5 863	5 711	5 596	11,1%	6,5%	-5,0%
OPCVM non monétaires..	20 749	21 857	23 783	26 559	26 357	9,2%	22,3%	27,0%
Plans d'épargne logement	6 744	7 297	7 900	8 414	8 853	71,4%	41,4%	31,3%
Assurance-vie	24 614	27 936	28 521	30 484	31 240	29,2%	35,0%	26,9%

(1) données provisoires pour septembre 2004

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

Commentaires :

A fin septembre 2004, l'encours des dépôts s'est élevé à 295,4 milliards de F CFP, soit un taux de croissance annuel de 4,9 % (contre +6 % un an plus tôt). Les principaux organismes de collecte demeurent les établissements de crédit qui, avec 289,2 milliards de F CFP d'encours au 30 septembre 2004, ont enregistré 97,9 % du total des dépôts recensés.

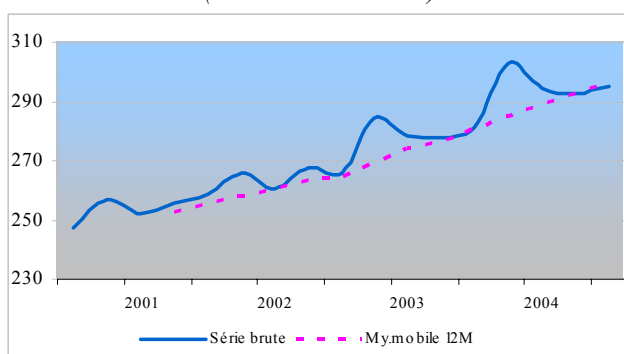
Les dépôts à vue

L'encours des dépôts à vue s'est établi à 112,3 milliards de F CFP au 30 septembre 2004, son rythme de croissance s'accroissant à +10,3 %. Les sociétés non financières et les autres agents résidents ont été les principaux acteurs de cette évolution avec des hausses annuelles respectives de 11,4 % et de 41,2 % de leurs encours.

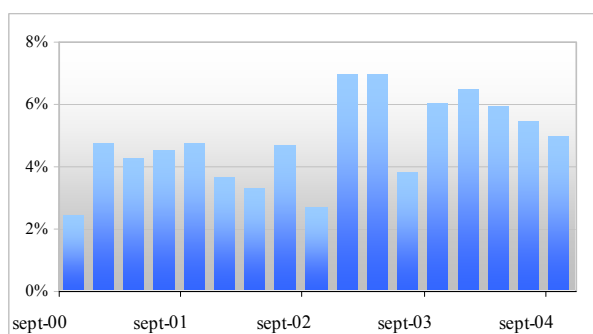
Les placements liquides

Les placements liquides (comptes sur livrets, comptes d'épargne-logement et autres placements liquides et à court terme) sont restés stables en glissement annuel (contre +5,3 % entre septembre 2002 et septembre 2003) représentant 174,2 milliards de F CFP à fin septembre 2004. Il ressort une préférence des déposants pour les produits indexés sur les taux réglementés, au détriment de ceux proposant les conditions du marché. En effet, la volatilité des marchés boursiers et la faiblesse des taux à court terme ont orienté le choix des agents économiques vers des placements sans risque comme les comptes sur livrets¹. En conséquence, ces derniers ont vu leur encours progresser, en glissement annuel, de 9,6 % à fin septembre 2004, celui-ci s'élevant à 82,3 milliards de F CFP. On notera également la poursuite de la croissance significative des plans d'épargne-logement (+31,3 % en 2004 à 8,9 milliards de F CFP).

Dépôts collectés par les EC locaux
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel



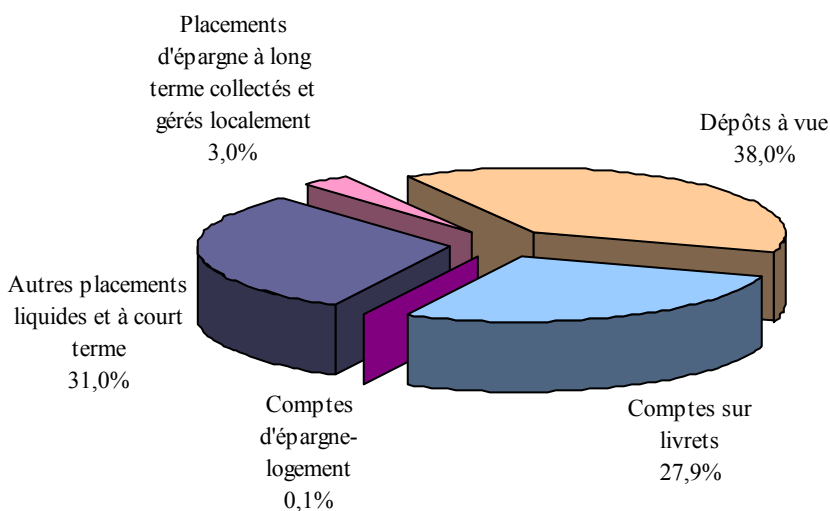
¹ Le taux de rémunération des comptes sur livrets est passé de 2 % à 1,8 % le 1^{er} octobre 2004.

1. L'évolution monétaire et financière

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	Variation en glissement annuel à fin		
						sept-03	mars-04	sept-04
Dépôts à vue	101 784	117 790	112 145	113 093	112 309	6,3%	11,5%	10,3%
dont banques locales	95 771	111 710	105 010	107 066	106 126	5,6%	10,4%	10,8%
Comptes sur livrets	75 101	78 568	79 593	79 599	82 297	38,6%	26,1%	9,6%
Comptes d'épargne-logement	203	215	234	220	230	65,7%	33,7%	13,1%
Autres placements liquides et à court terme	97 698	98 770	94 731	91 507	91 677	-12,5%	-12,9%	-6,2%
Dépôts à terme	76 343	76 786	72 046	66 609	67 612	-16,7%	-17,3%	-11,4%
Bons de caisse	11 948	13 464	14 068	15 903	13 990	-1,6%	8,6%	17,1%
Certificats de dépôts	9 408	8 520	8 617	8 995	10 075	19,9%	-1,7%	7,1%
dont banques locales	97 698	98 770	94 731	91 507	91 677	-12,5%	-12,9%	-6,2%
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	274 785	295 342	286 703	284 419	286 513	5,0%	5,1%	4,3%
dont banques locales	268 773	289 263	279 567	278 393	280 330	4,7%	4,6%	4,3%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	6 744	7 297	7 900	8 414	8 853	71,4%	41,4%	31,3%
Plans d'épargne logement	6 744	7 297	7 900	8 414	8 853	71,4%	41,4%	31,3%
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	281 529	302 640	294 603	292 833	295 366	6,0%	5,9%	4,9%
dont banques locales	275 517	296 560	287 467	286 807	289 183	5,7%	5,4%	5,0%

Répartition des actifs financiers par nature au 30 septembre 2004



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Commentaires :

L'épargne collectée localement pour le compte d'institutions extérieures représentait 21 % du total des actifs financiers recensés par l'IEOM au 30 septembre 2004 (19 % un an plus tôt). Son rythme de progression a néanmoins ralenti sur la période à +18,7 % et son encours a atteint 78,6 milliards de F CFP à la fin du troisième trimestre 2004 contre 66,3 milliards de F CFP à la même période en 2003.

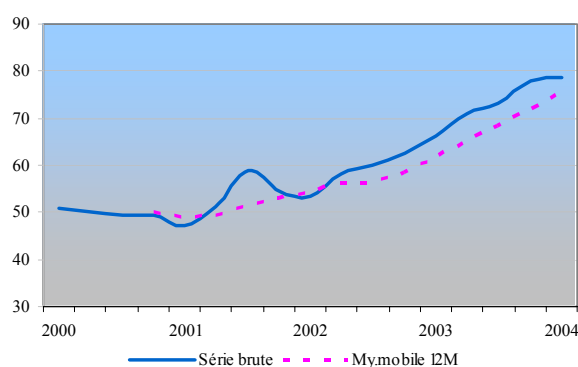
Placements liquides et à court terme

La croissance des OPCVM monétaires a été de 2,8 % en glissement annuel pour un encours de 15,4 milliards de F CFP.

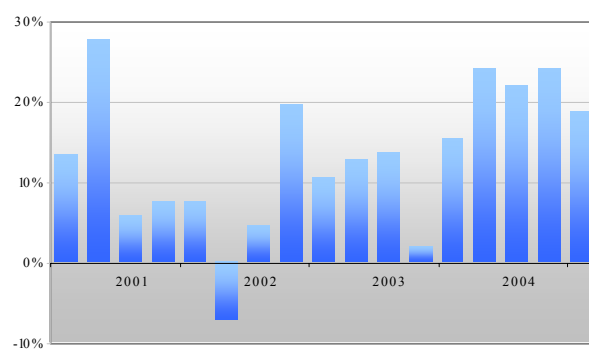
Placements d'épargne à long terme

Face à une reprise modérée de la bourse en 2004, l'appétence au risque des agents économiques polynésiens a légèrement crû ; ainsi l'encours des actions a augmenté de 2,7 % sur la période et celui des OPCVM non monétaires de 27 %. Cette réexposition aux marchés plus spéculatifs n'a pas été faite au détriment des produits de l'assurance-vie puisque son encours¹ a progressé de près de 27 % pour atteindre 31,2 milliards de F CFP au 30 septembre.

Epargne gérée par les EC HZE
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel



¹ Déclaré par les banques locales uniquement.

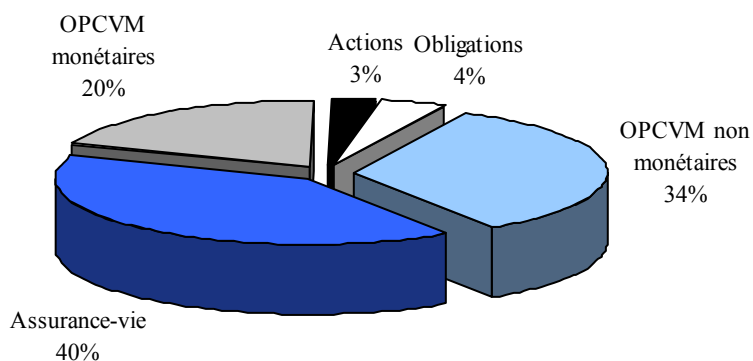
1. L'évolution monétaire et financière

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

	Montants en millions de F CFP au					Variation en gliss. annuel à fin		
	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004 (1)	sept-03	mars-04	sept-04
Placements liquides et à court terme	15 002	15 455	15 154	15 078	15 421	49,2%	7,9%	2,8%
OPCVM monétaires	15 002	15 455	15 154	15 078	15 421	49,2%	7,9%	2,8%
dont collectés par banques locales	15 002	15 140	14 838	14 861	15 204	49,2%	5,6%	1,3%
Placements d'épargne à long terme	51 253	55 614	58 168	62 754	63 193	18,2%	26,3%	23,3%
Actions	2 237	2 407	2 435	2 402	2 297	37,2%	37,7%	2,7%
Obligations	3 652	3 414	3 428	3 310	3 299	-0,5%	-8,3%	-9,7%
OPCVM non monétaires	20 749	21 857	23 783	26 559	26 357	9,2%	22,3%	27,0%
Assurances-vie	24 614	27 936	28 521	30 484	31 240	29,2%	35,0%	26,9%
dont collectés par banques locales	51 253	55 614	58 168	62 754	63 193	18,2%	26,3%	23,3%
TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE	66 255	71 069	73 322	77 831	78 614	24,1%	22,0%	18,7%

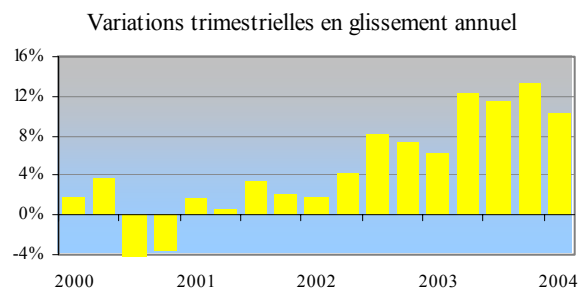
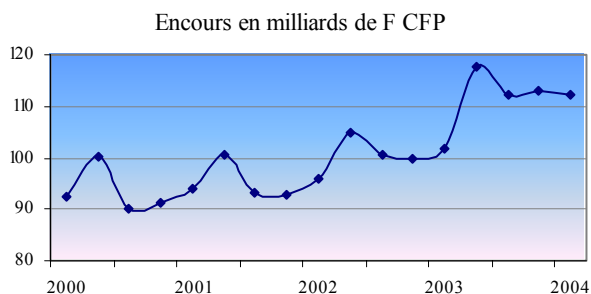
(1) données provisoires

Répartition des placements par produit au 30 septembre 2004

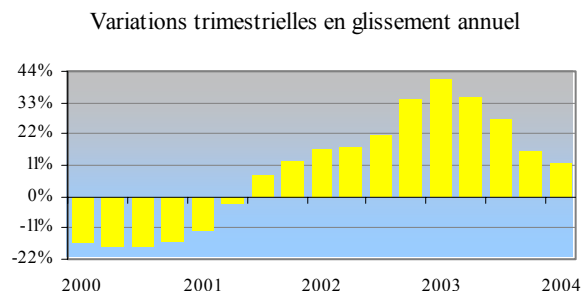
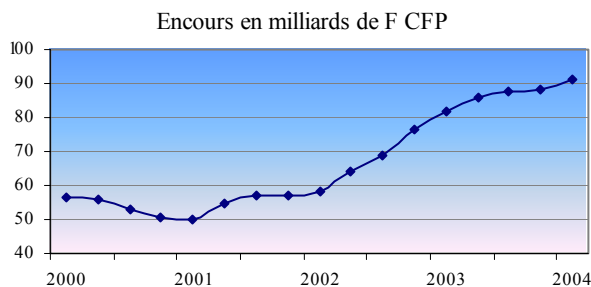


L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

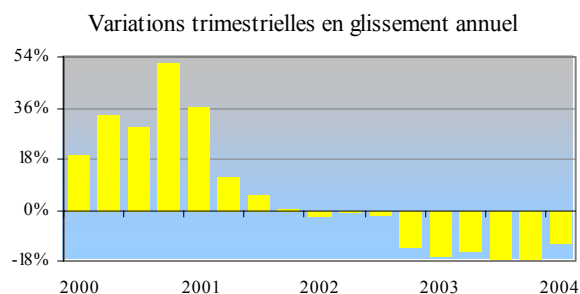
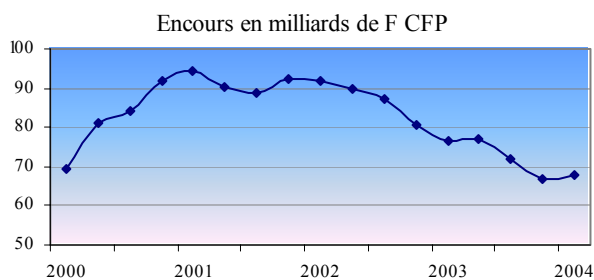
Dépôts à vue



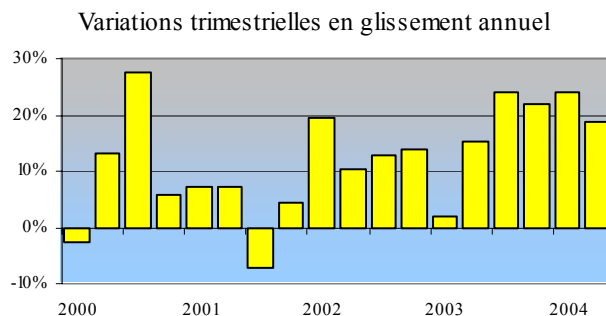
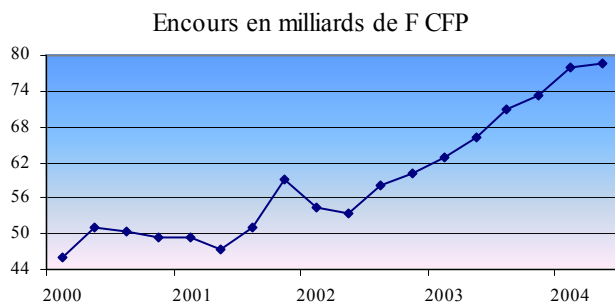
Comptes d'épargne à régime spécial



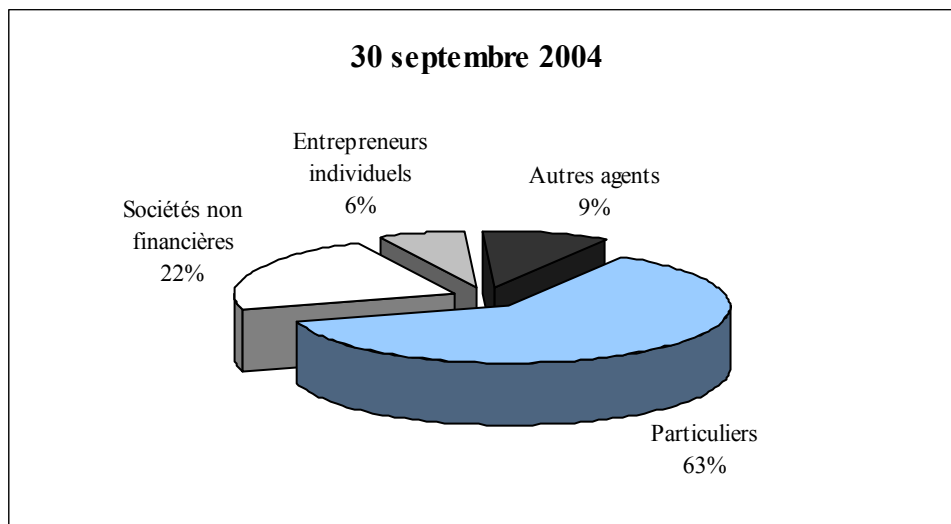
Comptes créditeurs à terme



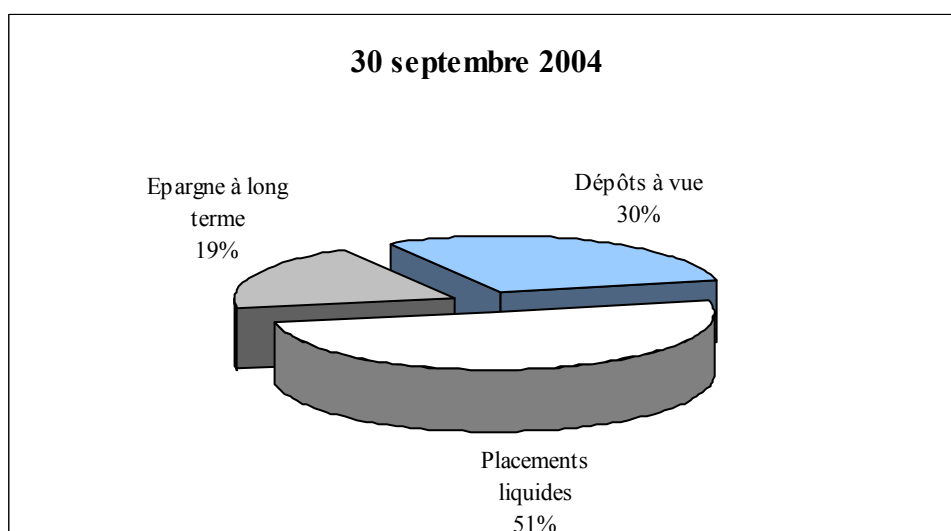
Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENT ECONOMIQUE



REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE DE PRODUITS



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.4 Actifs financiers par agent économique

DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP au						Var. en glissement annuel à fin		
	30/09/03	Parts	31/03/04	Parts	30/09/04	Parts	30/09/03	31/03/04	30/09/04
Dépôts à vue	101 784		112 145		112 309		6,3%	11,5%	10,3%
Sociétés non financières	36 911	36%	42 414	38%	41 105	37%	- 1,8%	13,6%	11,4%
Entrepreneurs individuels	10 596	10%	11 234	10%	12 565	11%	8,7%	3,5%	18,6%
Particuliers	45 723	45%	47 801	43%	47 069	42%	10,9%	7,2%	2,9%
Autres agents résidents	7 381	7%	9 445	8%	10 420	9%	23,8%	43,2%	41,2%
Non résidents	1 173	1%	1 251	1%	1 150	1%	- 3,2%	1,4%	- 2,0%
Autres dépôts	170 338		173 841		172 982		5,1%	2,9%	1,6%
Sociétés non financières	24 463	14%	28 355	16%	28 837	17%	25,3%	18,6%	17,9%
Entrepreneurs individuels	11 834	7%	12 595	7%	10 598	6%	9,0%	4,5%	-10,4%
Particuliers	127 339	75%	127 351	73%	127 362	74%	2,9%	0,5%	0,0%
Autres agents résidents	5 250	3%	4 429	3%	4 957	3%	-15,5%	- 6,7%	- 5,6%
Non résidents	1 452	1%	1 111	1%	1 228	1%	-12,3%	-23,5%	-15,4%
Total des dépôts locaux (hors CDD)	272 121		285 986		285 291		5,6%	6,1%	4,8%
Sociétés non financières	61 375	23%	70 769	25%	69 942	25%	7,4%	15,6%	14,0%
Entrepreneurs individuels	22 106	8%	23 829	8%	23 163	8%	7,3%	5,3%	4,8%
Particuliers	166 642	61%	175 152	61%	174 431	61%	1,0%	5,5%	4,7%
Autres agents résidents	12 630	5%	13 874	5%	15 377	5%	3,7%	22,3%	21,7%
Non résidents	2 625	1%	2 362	1%	2 378	1%	- 8,5%	-12,1%	- 9,4%
Certificats de dépôts (CDD)	9 408		8 617		10 075		19,9%	- 1,7%	7,1%
TOTAL	281 529		294 603		295 366		6,0%	5,9%	4,9%

ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

	Montant en millions de F CFP au						Var. en glissement annuel à fin		
	30/09/03	Parts	31/03/04	Parts	30/09/04	Parts	30/09/03	31/03/04	30/09/04
Total	66 255		73 322		78 614		24,1%	22,0%	18,7%
Sociétés non financières	6 724	10%	4 933	7%	3 480	4%	182,2%	-18,4%	-48,2%
Entrepreneurs individuels	251	n.s.	254	n.s.	895	1%	11,1%	19,1%	ns
Particuliers	49 735	75%	55 631	76%	57 945	74%	21,1%	25,3%	16,5%
Autres agents résidents	9 545	14%	12 504	17%	16 294	21%	- 1,7%	32,3%	70,7%
Non résidents	-		-		-		-	-	-

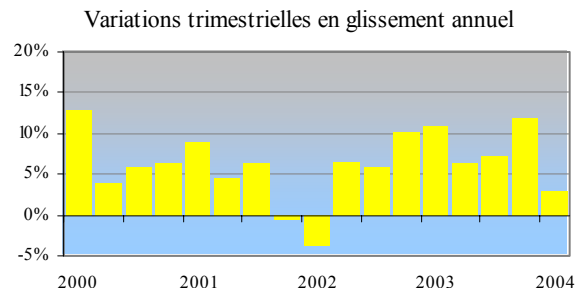
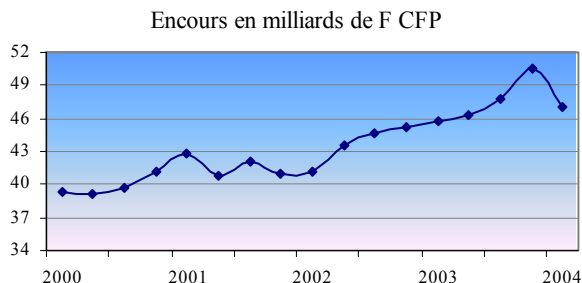
Commentaires :

Par agent économique, la répartition des dépôts collectés par les établissements de crédit pour leur propre compte indique une part toujours prépondérante des particuliers (61 % du total hors CDD), devant les sociétés non financières (25%) et les entrepreneurs individuels (8 %). Entre septembre 2003 et septembre 2004, les dépôts des sociétés non financières ont enregistré une évolution significative de +14 %, à 69,9 milliards de F CFP.

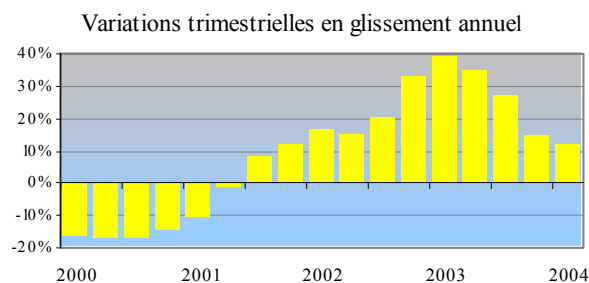
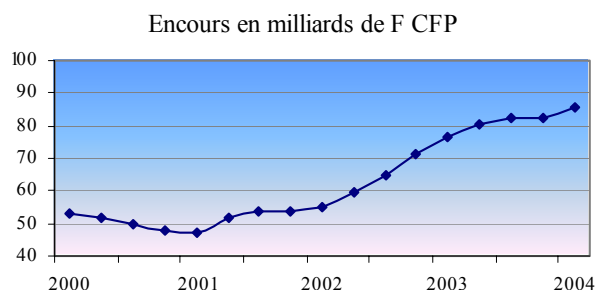
S'agissant de l'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures, il convient de souligner le repli conséquent de l'épargne des sociétés non financières (-48,2 % sur un an) après une forte hausse enregistrée en 2003, ainsi que la hausse de plus de 70 % de l'encours des autres agents résidents. Les particuliers demeurent toujours les principaux détenteurs de l'épargne collectée localement, avec une part relativement stable de 74 %.

LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

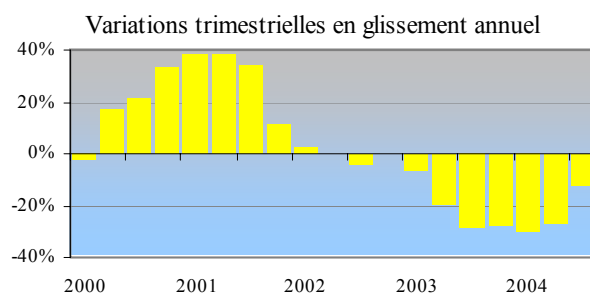
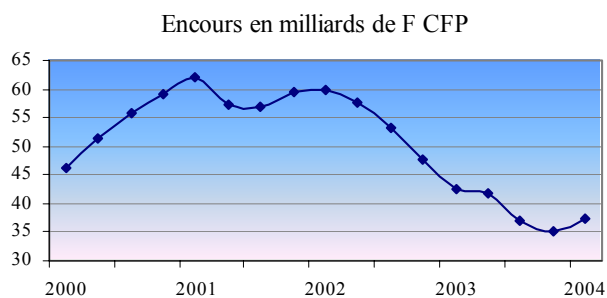
Dépôts à vue



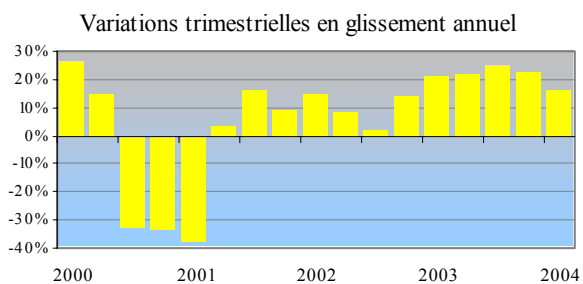
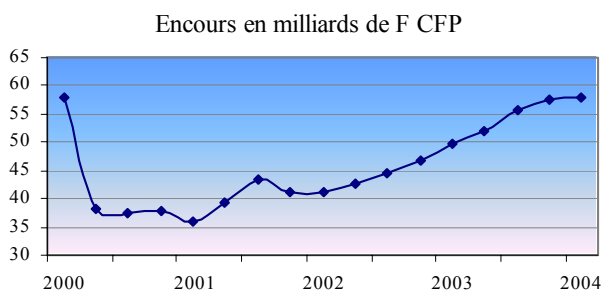
Comptes d'épargne à régime spécial



Comptes créditeurs à terme

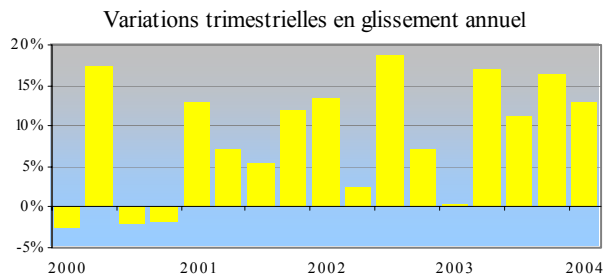
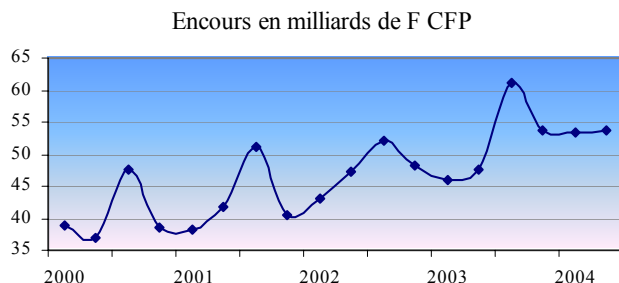


Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

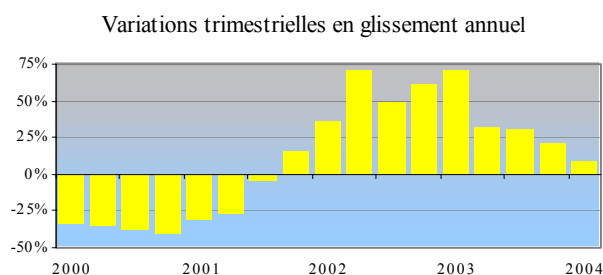
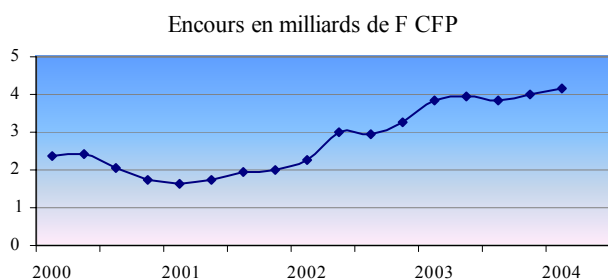


LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

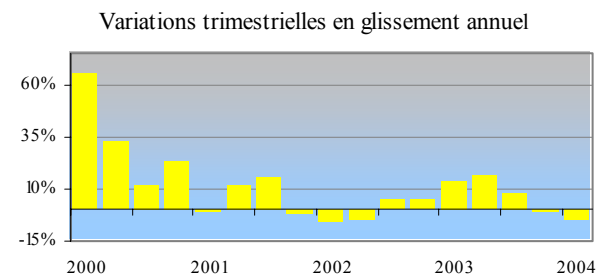
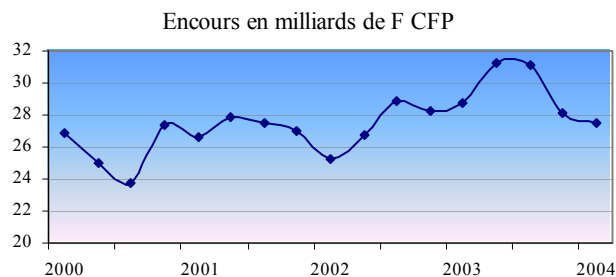
Dépôts à vue



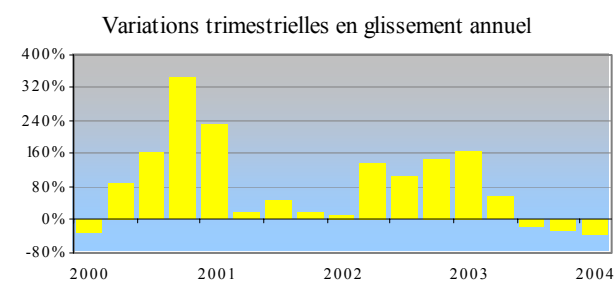
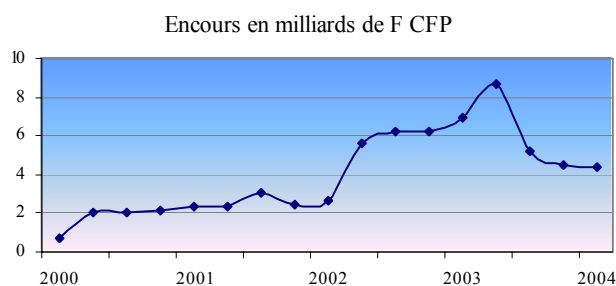
Comptes d'épargne à régime spécial



Comptes créditeurs à terme



Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



1. L'évolution monétaire et financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

Commentaires :

L'encours global des concours de caractère bancaire octroyés sur la place s'élève à 418 milliards de F CFP au 30 septembre 2004, en progression de 7,4 % en glissement annuel. Celui-ci est principalement réparti entre les crédits à l'habitat (28,7 % de l'encours global), à l'équipement (25,3 %) et de trésorerie (25 %).

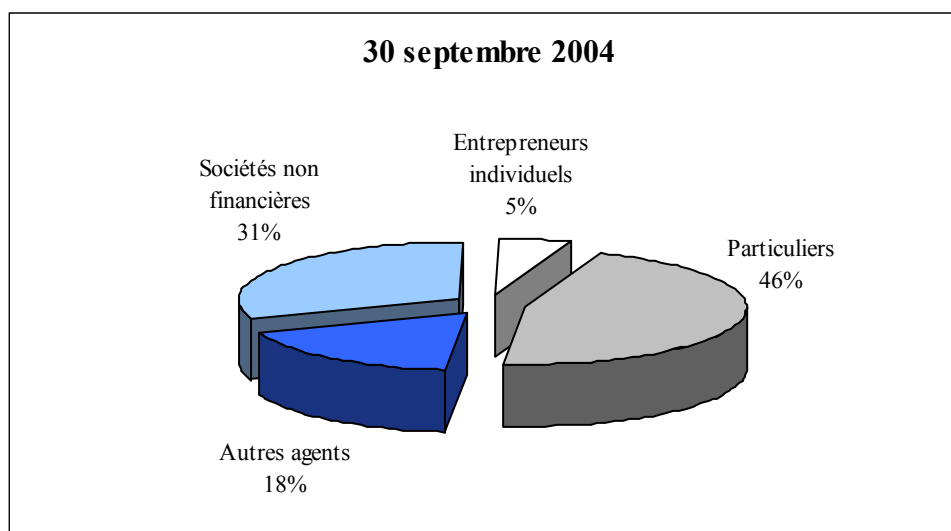
L'encours des crédits à l'habitat représente 119,9 milliards de F CFP à fin septembre 2004, en augmentation de 8,5 % par rapport à fin septembre 2003. Les principaux bénéficiaires de ces concours ont été les particuliers qui ont poursuivi leurs efforts d'investissement avec un volume de 104,8 milliards de F CFP (88,4 % du volume accordé).

Les crédits à l'équipement atteignent pour leur part 105,8 milliards de F CFP, dont 57,8 milliards de F CFP (54,6 % de l'encours) proviennent des établissements situés hors de la zone d'émission. L'octroi de ces concours bancaires est resté stable en rythme annuel.

Les crédits de trésorerie se sont quant à eux établis à 104,4 milliards de F CFP à fin septembre 2004. Ils ont suivi une orientation haussière en affichant + 7,1 % en glissement annuel, celle-ci ayant concerné l'ensemble des agents économiques polynésiens.

S'agissant des indicateurs de vulnérabilité, les comptes ordinaires débiteurs ont progressé de 4,1 % sur l'année et les créances douteuses nettes d'environ 44 %. Le taux de créances douteuses brutes s'élève à 4,5 %, en progression de 0,3 point.

Ventilation par agent économique de l'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place



1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE

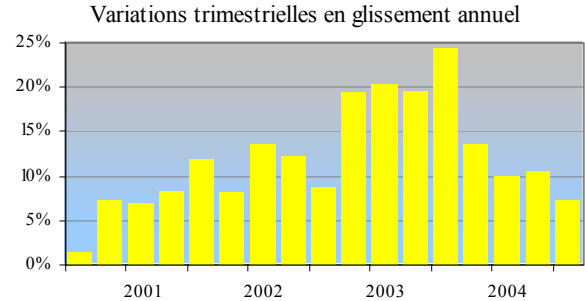
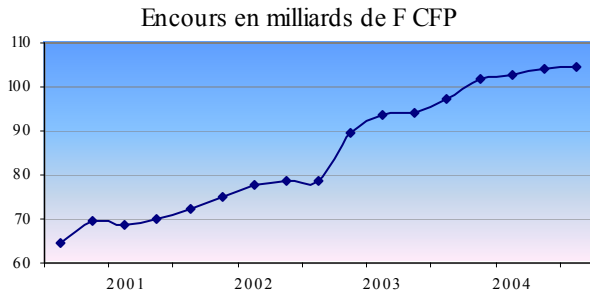
(toutes zones d'émission confondues)

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	30/09/2003	31/03/2004	30/09/2004	30/09/2003	31/03/2004	30/09/2004
Créances commerciales	4 250	3 509	3 037	3 396	3 866	91,2%	7,9%	- 9,0%	1,0%	0,9%	0,9%
Sociétés non financières	3 982	3 171	2 836	3 146	3 679	106,8%	15,0%	- 7,6%	92,8%	90,4%	95,2%
Entrepreneurs individuels	269	338	201	250	187	- 9,8%	-42,5%	-30,4%	7,2%	9,6%	4,8%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	97 476	101 643	102 742	104 020	104 401	24,3%	9,9%	7,1%	24,6%	25,0%	25,0%
Sociétés non financières	28 333	29 199	29 803	29 739	28 865	36,0%	5,4%	1,9%	29,2%	29,1%	28,7%
Entrepreneurs individuels	4 823	4 712	5 017	5 074	4 888	16,5%	11,4%	1,3%	5,1%	4,9%	4,6%
Particuliers	62 962	65 772	65 763	66 534	67 926	20,5%	10,3%	7,9%	64,5%	64,6%	64,7%
Autres agents résidents	1 359	1 960	2 159	2 673	2 722	14,1%	100,9%	100,4%	1,2%	1,4%	1,9%
Crédits à l'équipement	105 849	109 011	107 875	105 634	105 777	9,5%	- 0,5%	- 0,1%	27,8%	26,8%	25,3%
Sociétés non financières	45 837	49 894	48 013	44 620	44 116	2,4%	- 1,2%	- 3,8%	42,5%	43,3%	45,8%
Entrepreneurs individuels	5 294	5 377	5 494	5 263	5 180	- 8,2%	- 3,9%	- 2,1%	5,1%	5,0%	4,9%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	54 718	53 741	54 368	55 751	56 481	18,5%	0,5%	3,2%	52,5%	51,7%	49,3%
Crédits à l'habitat	110 529	113 730	115 375	117 252	119 896	9,4%	10,2%	8,5%	28,1%	28,0%	28,7%
Sociétés non financières	6 904	8 088	8 674	9 048	9 609	0,5%	31,6%	39,2%	5,9%	6,2%	7,1%
Entrepreneurs individuels	4 308	4 466	4 503	4 606	4 764	15,8%	12,5%	10,6%	3,8%	3,9%	3,9%
Particuliers	98 590	100 490	101 522	102 875	104 767	9,3%	8,2%	6,3%	89,6%	89,2%	88,4%
Autres agents résidents	726	685	677	723	756	205,4%	201,2%	4,1%	0,7%	0,7%	0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	18 675	21 313	19 861	19 253	19 443	0,3%	1,8%	4,1%	5,0%	5,2%	4,7%
Sociétés non financières	13 038	14 881	13 673	13 531	13 326	- 1,3%	- 0,9%	2,2%	70,1%	69,8%	69,8%
Entrepreneurs individuels	1 573	1 608	1 645	1 405	1 295	-12,6%	- 1,7%	-17,7%	9,3%	8,4%	7,5%
Particuliers	3 563	3 784	3 534	3 316	3 336	0,9%	9,5%	- 6,4%	17,7%	19,1%	17,8%
Autres agents résidents	500	1 040	1 009	1 002	1 486	473,5%	23,1%	196,9%	2,9%	2,7%	4,9%
Autres crédits	32 440	36 019	35 102	40 923	41 098	16,0%	10,6%	26,7%	8,3%	8,9%	9,8%
Sociétés non financières	18 883	22 397	21 889	23 176	23 247	18,2%	15,7%	23,1%	57,0%	58,2%	62,2%
Entrepreneurs individuels	3 184	3 151	3 117	3 904	4 005	8,0%	4,2%	25,8%	9,6%	9,8%	8,7%
Particuliers	6 900	7 108	7 198	7 804	7 922	32,3%	14,9%	14,8%	21,8%	21,3%	19,7%
Autres agents résidents	2 920	2 794	2 751	2 794	2 726	-13,5%	-11,2%	- 6,6%	9,6%	9,0%	7,8%
Non résidents	553	569	146	3 246	3 198	21,6%	-67,6%	477,8%	1,9%	1,7%	1,6%
Créances douteuses nettes	4 966	5 893	5 593	7 148	7 170	19,1%	28,6%	44,4%	1,5%	1,5%	1,7%
Sociétés non financières	2 102	2 362	2 300	2 469	2 531	42,1%	39,9%	20,4%	38,3%	42,3%	40,1%
Entrepreneurs individuels	899	1 391	1 100	1 237	1 204	- 5,0%	13,5%	33,9%	16,3%	18,1%	23,6%
Particuliers	1 941	2 129	2 180	3 272	3 250	13,0%	25,9%	67,5%	45,3%	39,1%	36,1%
Autres agents résidents	17	7	11	9	11	-30,2%	79,4%	-36,9%	0,1%	0,4%	0,1%
Non résidents	6	4	3	161	174	523,1%	ns	ns	0,0%	0,1%	0,1%
Autres concours non ventilés	3 859	4 607	4 128	3 913	4 862						
TOTAL NET	378 044	395 726	393 714	401 539	406 513	13,6%	6,7%	7,5%	97,2%	97,4%	97,3%
Sociétés non financières	119 080	129 993	126 784	124 922	125 373	13,4%	5,4%	5,3%	30,4%	30,6%	32,0%
Entrepreneurs individuels	20 351	21 043	21 076	21 737	21 523	3,7%	4,3%	5,8%	5,3%	5,2%	5,2%
Particuliers	173 955	179 283	179 962	183 178	187 201	13,7%	9,3%	7,6%	44,4%	44,7%	44,1%
Autres agents résidents	60 240	60 226	60 975	62 952	64 182	17,9%	2,8%	6,5%	16,0%	15,5%	14,8%
Non résidents	559	574	149	3 407	3 372	22,6%	-67,0%	503,2%	0,2%	0,1%	0,1%
Provisions non ventilées	11 219	10 394	10 814	11 196	11 486	17,0%	1,5%	2,4%	2,8%	2,9%	2,6%
TOTAL BRUT	389 263	406 120	404 528	412 735	417 999	13,7%	6,6%	7,4%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	4,2%	4,0%	4,1%	4,4%	4,5%	3,5%	2,6%	7,3%			
Taux de provisionnement	69,3%	63,8%	65,9%	61,0%	61,6%	- 0,5%	- 7,2%	-11,2%			

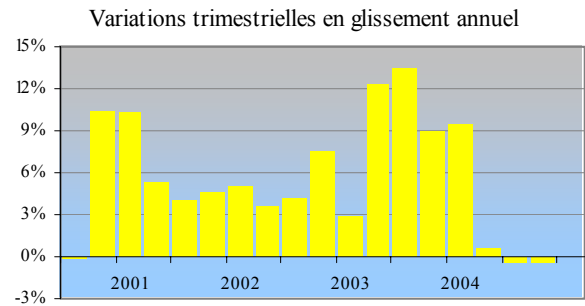
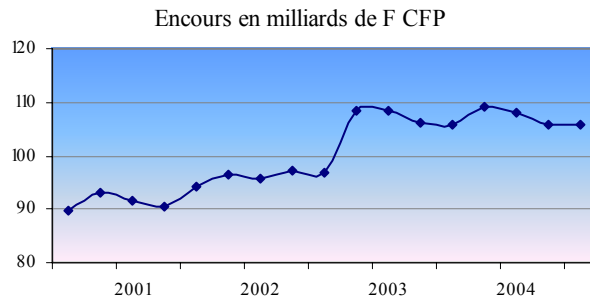
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

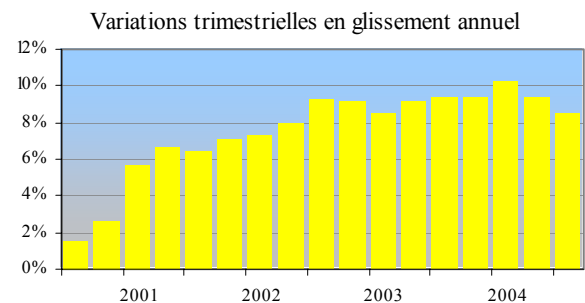
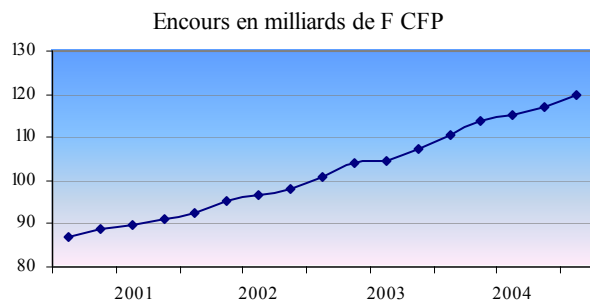
Crédits de trésorerie



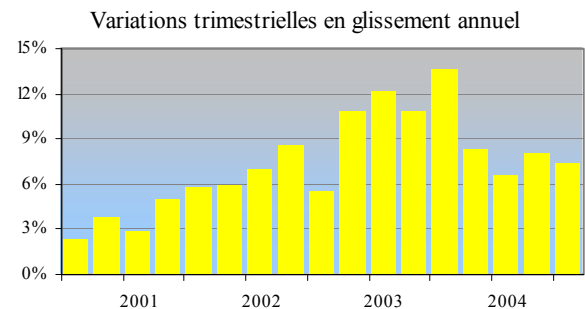
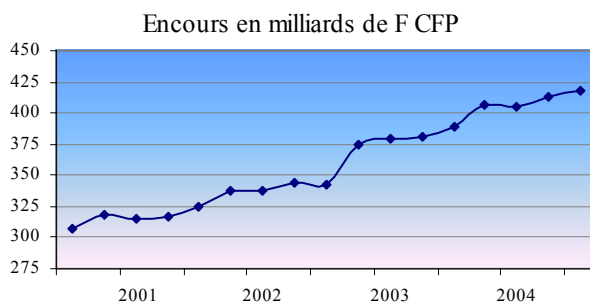
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat



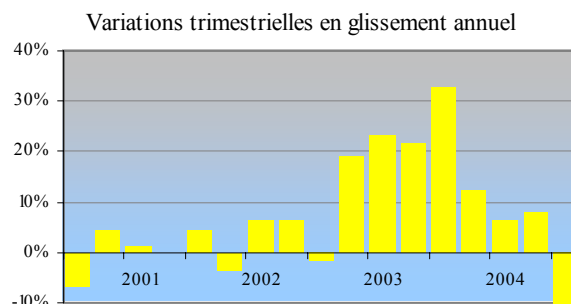
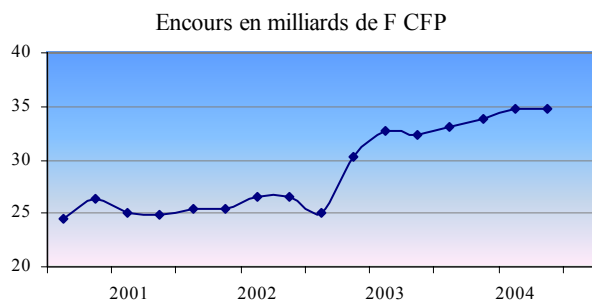
Ensemble des crédits



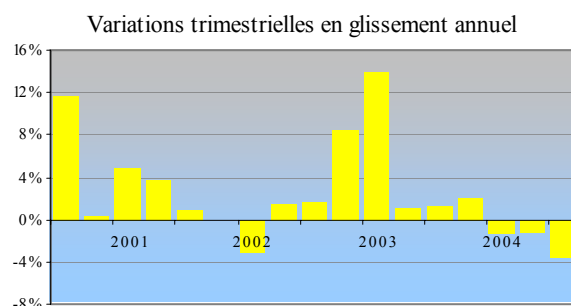
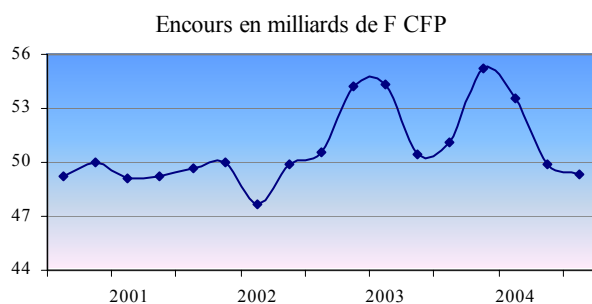
1. L'évolution monétaire et financière

LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

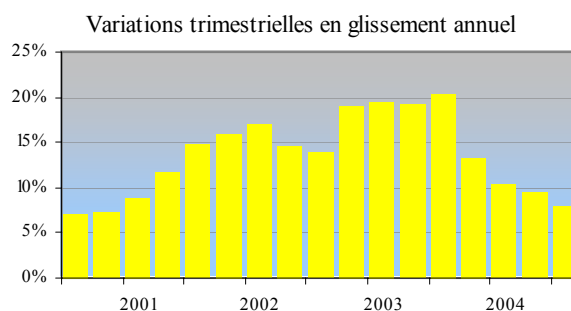
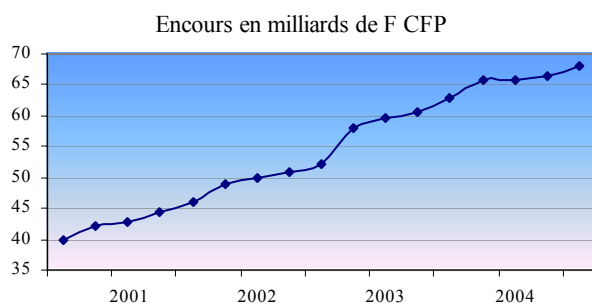
Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



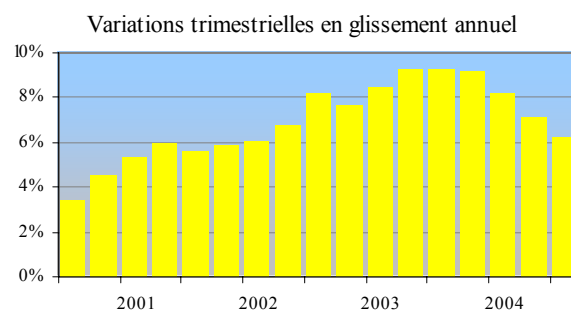
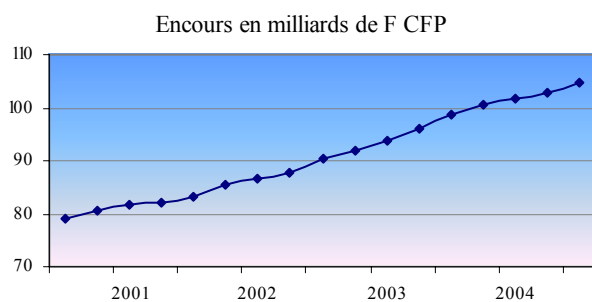
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Commentaires :

Au 30 septembre 2004, l'encours des crédits bancaires octroyés par les banques de la place s'élevait à 334,1 milliards de F CFP, en hausse de 9,1 % en rythme annuel.

Répartition et évolution des concours par catégorie

Les crédits à l'habitat, qui constituent le principal poste des crédits à l'économie avec 31 % du total, ont connu une progression annuelle de 6,7 %, à 103,5 milliards de F CFP à fin septembre 2004. Néanmoins, sur les neuf premiers mois de l'année, les établissements de crédit locaux ont accordé 922 prêts immobiliers pour un montant global de 8 milliards de F CFP, en diminution de 22,6 % en volume et de 30 % en valeur par rapport à la même période en 2003. Les octrois de prêts immobiliers aux particuliers se sont repliés de 24 % en volume et de 35 % en valeur, ceux destinés à la construction d'immeubles commerciaux ou de rapport ont reculé de 9 % en volume et de 16 % en valeur sur la période.

Second poste en termes de volume, les crédits de trésorerie ont progressé (+9,9 %) mais à un rythme moindre que les périodes précédentes.

Représentant 14,4 % de l'ensemble des concours de caractère bancaire, les crédits à l'équipement ont vu leur encours s'accroître de 2,3 % pour s'établir à 48 milliards de F CFP au 30 septembre, contre 47 milliards à la même période en 2003, croissance moindre qu'en 2003 due en partie à la chute de la demande du BTP.

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques montre une légère dégradation de leur situation financière. Ainsi les créances douteuses brutes ont vu leur encours croître de 2,7 % sur l'année (16,7 milliards au 30 septembre 2004). Leur part du total des crédits consentis par les établissements de crédits locaux s'est cependant améliorée pour ne représenter que 5 % de ces crédits contre 5,2 % un an plus tôt. Les créances douteuses nettes se sont orientées à la hausse (+19,7 % en glissement annuel, à 5,8 milliards de F CFP) en raison d'une baisse du taux de provisionnement, de 69,6 % à 65,7 % entre la fin septembre 2003 et la fin septembre 2004. Par ailleurs, l'encours des comptes ordinaires débiteurs s'est accru de 4,1 % en glissement annuel, du fait principalement des entreprises (+2,2%), celui des particuliers ayant évolué en sens inverse (-6,4%).

Répartition et évolution des concours par agent économique

A fin septembre 2004, la structure du portefeuille des établissements de crédit locaux a peu évolué par rapport à la même période en 2003. Avec 49,8 % de l'encours total net, les particuliers restent les premiers débiteurs des établissements de crédit locaux, devant les sociétés non financières (35,7 %) et les entrepreneurs individuels (6,4 %). L'évolution des crédits à l'habitat (+4 % sur l'année) et de trésorerie (+8,9 %), bien qu'en hausse, s'est essoufflée, traduisant un fléchissement de la consommation et des investissements des ménages polynésiens.

La situation financière des particuliers semble s'être dégradée, comme en témoigne la hausse de 44 % des créances douteuses nettes sur les douze derniers mois. Cette détérioration semble confirmée par la hausse de 10,9 % (en rythme annuel) des incidents de paiement cumulés sur l'année et de 3,7 % des interdits bancaires sur personnes physiques. En revanche, l'encours des comptes ordinaires débiteurs s'est replié de 6,4 %, à 3,4 milliards de F CFP.

Les crédits octroyés aux sociétés non financières ont continué de croître mais de manière moins soutenue, pour atteindre 119,2 milliards de F CFP à fin septembre. Cette évolution s'explique notamment par un léger repli de 0,3 % en glissement annuel des crédits à l'équipement qui, avec 33,4 % du total, représentent le premier poste des concours aux sociétés non financières. A la différence des particuliers, les sociétés non financières ont enregistré une hausse de leurs découverts bancaires de 2,2 % par rapport à fin septembre 2003 et une baisse de 15,4 % des créances douteuses, portant leur part à 1,5 % des concours sains consentis aux sociétés non financières (contre 1,9 % un an plus tôt).

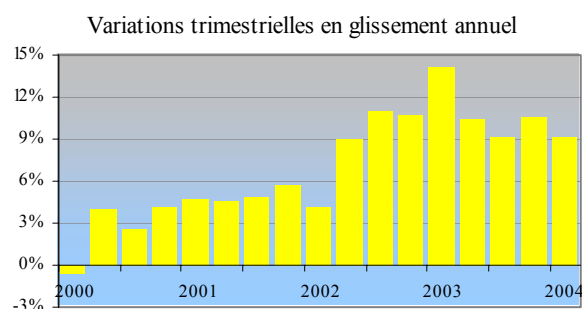
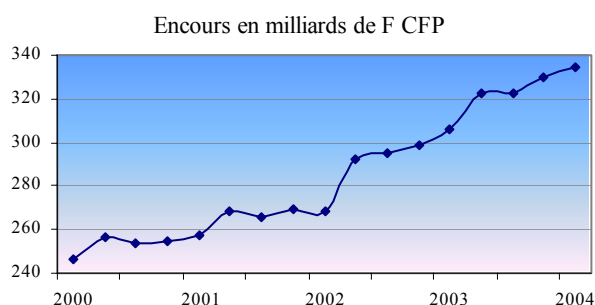
Enfin, les concours consentis aux entreprises individuelles ont progressé de 5,8 % sur l'année, à 21,5 milliards de F CFP, avec néanmoins une hausse de 33,9 % du montant des créances douteuses nettes.

1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission

Montants en millions de F CFP						variations annuelles en %			Parts en %		
	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	30/09/2003	31/12/2003	30/09/2004	30/09/2003	31/12/2003	30/09/2004
Créances commerciales	4 250	3 509	3 037	3 396	3 866	91,2%	32,5%	- 9,0%	1,4%	1,1%	1,2%
Sociétés non financières	3 982	3 171	2 836	3 146	3 679	106,8%	37,1%	- 7,6%	93,7%	90,4%	95,2%
Entrepreneurs individuels	269	338	201	250	187	- 9,8%	0,7%	-30,4%	6,3%	9,6%	4,8%
Particuliers	-	-	-	-	-						
Autres agents résidents											
Crédits de trésorerie	90 897	95 160	98 303	99 774	99 851	24,9%	11,9%	9,9%	29,7%	29,5%	29,9%
Sociétés non financières	26 513	27 372	29 803	29 739	28 865	35,9%	6,5%	8,9%	29,2%	28,8%	28,9%
Entrepreneurs individuels	4 823	4 712	5 017	5 074	4 888	16,5%	3,2%	1,3%	5,3%	5,0%	4,9%
Particuliers	58 202	61 117	61 324	62 288	63 376	21,4%	14,1%	8,9%	64,0%	64,2%	63,5%
Autres agents résidents	1 359	1 960	2 159	2 673	2 722	14,1%	67,3%	100,4%	1,5%	2,1%	2,7%
Crédits à l'équipement	46 933	51 523	49 700	48 029	48 011	9,4%	10,7%	2,3%	15,3%	16,0%	14,4%
Sociétés non financières	39 921	43 417	41 536	40 234	39 806	11,3%	9,7%	- 0,3%	85,1%	84,3%	82,9%
Entrepreneurs individuels	5 294	5 377	5 494	5 263	5 180	- 8,2%	- 6,3%	- 2,1%	11,3%	10,4%	10,8%
Particuliers	-	-	-	-	-						
Autres agents résidents	1 718	2 730	2 670	2 531	3 025	35,8%	127,8%	76,1%	3,7%	5,3%	6,3%
Crédits à l'habitat	96 959	99 224	100 257	101 586	103 492	6,5%	7,7%	6,7%	31,7%	30,7%	31,0%
Sociétés non financières	6 904	8 088	8 674	9 048	9 609	8,4%	26,3%	39,2%	7,1%	8,2%	9,3%
Entrepreneurs individuels	4 308	4 466	4 503	4 606	4 764	15,8%	15,9%	10,6%	4,4%	4,5%	4,6%
Particuliers	85 601	86 523	86 943	87 813	89 013	5,9%	5,8%	4,0%	88,3%	87,2%	86,0%
Autres agents résidents	146	146	138	119	106	14,4%	18,5%	-27,3%	0,2%	0,1%	0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	18 675	21 313	19 861	19 253	19 443	0,3%	4,1%	4,1%	6,1%	6,6%	5,8%
Sociétés non financières	13 038	14 881	13 673	13 531	13 326	- 1,3%	- 0,1%	2,2%	69,8%	69,8%	68,5%
Entrepreneurs individuels	1 573	1 608	1 645	1 405	1 295	-12,6%	- 5,8%	-17,7%	8,4%	7,5%	6,7%
Particuliers	3 563	3 784	3 534	3 316	3 336	0,9%	16,2%	- 6,4%	19,1%	17,8%	17,2%
Autres agents résidents	500	1 040	1 009	1 002	1 486	473,5%	68,7%	196,9%	2,7%	4,9%	7,6%
Autres crédits	28 708	32 482	31 569	37 503	37 716	19,8%	17,6%	31,4%	9,4%	10,1%	11,3%
Sociétés non financières	17 618	21 204	20 696	22 036	22 108	20,8%	23,2%	25,5%	61,4%	65,3%	58,6%
Entrepreneurs individuels	3 184	3 151	3 117	3 904	4 005	8,0%	1,1%	25,8%	11,1%	9,7%	10,6%
Particuliers	6 884	7 088	7 179	7 785	7 903	32,5%	18,2%	14,8%	24,0%	21,8%	21,0%
Autres agents résidents	468	469	431	533	502	-40,4%	-35,6%	7,2%	1,6%	1,4%	1,3%
Non résidents	553	569	146	3 246	3 198	21,6%	- 0,1%	477,8%	1,9%	1,8%	8,5%
Créances douteuses nettes	4 821	4 974	8 632	5 717	5 769	-33,8%	-35,2%	19,7%	1,6%	1,5%	1,7%
Sociétés non financières	2 102	1 957	1 895	1 661	1 779	44,8%	12,7%	-15,4%	43,6%	39,3%	30,8%
Entrepreneurs individuels	899	1 391	1 100	1 237	1 204	- 5,0%	26,0%	33,9%	18,7%	28,0%	20,9%
Particuliers	1 797	1 615	1 945	2 649	2 601	35,3%	31,4%	44,8%	37,3%	32,5%	45,1%
Autres agents résidents	17	7	11	9	11	-30,2%	-78,8%	-36,9%	0,4%	0,1%	0,2%
Non résidents	6	4	3	161	174	523,1%	-54,7%	3030,6%	0,1%	0,1%	3,0%
Autres concours non ventilés	3 749	4 158	3 679	3 913	4 862	6,2%	16,8%	29,7%	3,4%	3,5%	4,1%
TOTAL NET	294 993	312 343	315 037	319 171	323 010	12,4%	9,3%	9,5%	96,3%	96,8%	96,7%
Sociétés non financières	110 079	120 091	119 114	119 397	119 172	18,5%	11,4%	8,3%	35,9%	37,2%	35,7%
Entrepreneurs individuels	20 351	21 043	21 076	21 737	21 523	3,7%	3,0%	5,8%	6,6%	6,5%	6,4%
Particuliers	156 047	160 127	160 924	163 850	166 229	12,4%	9,8%	6,5%	51,0%	49,6%	49,8%
Autres agents résidents	4 208	6 352	6 418	6 867	7 852	20,9%	64,1%	86,6%	1,4%	2,0%	2,4%
Non résidents	553	569	146	3 407	3 372	-86,1%	-86,2%	509,3%	0,2%	0,2%	1,0%
non ventilés par agents résidents	3 749	4 158	3 679	3 913	4 862						
Provisions non ventilées	11 219	10 394	10 814	10 779	11 069	17,0%	4,5%	- 1,3%	3,7%	3,2%	3,3%
TOTAL BRUT	306 213	322 737	325 851	329 950	334 079	12,6%	9,2%	9,1%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	5,2%	4,8%	6,0%	5,0%	5,0%						
Taux de provisionnement	69,9%	67,6%	55,6%	65,3%	65,7%						

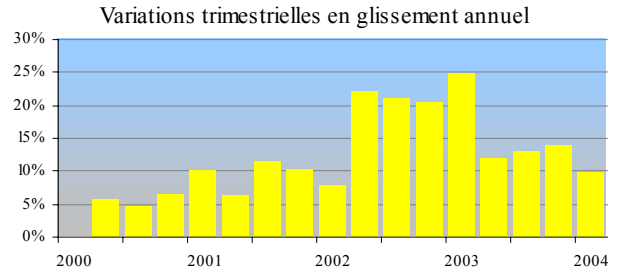
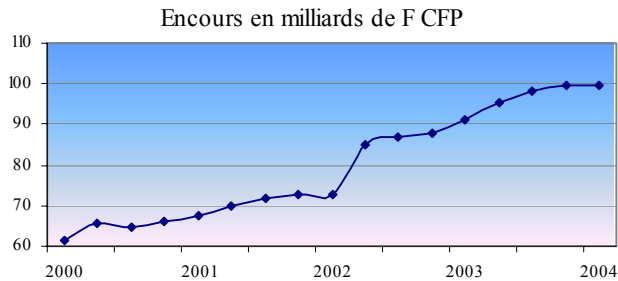
Ensemble des crédits



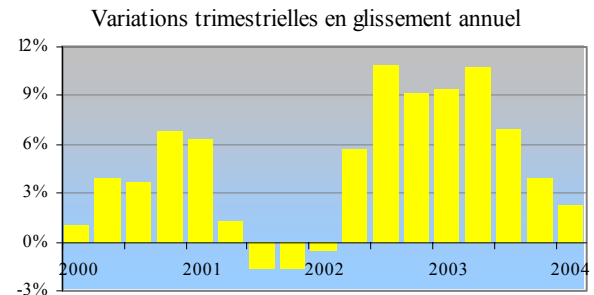
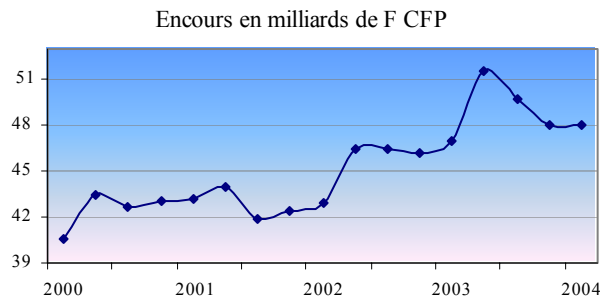
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

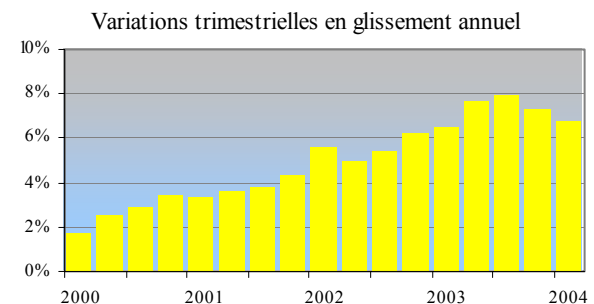
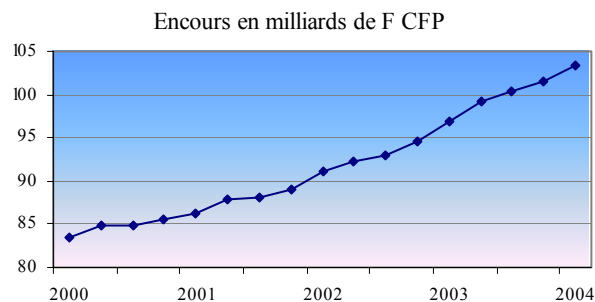
Crédits de trésorerie



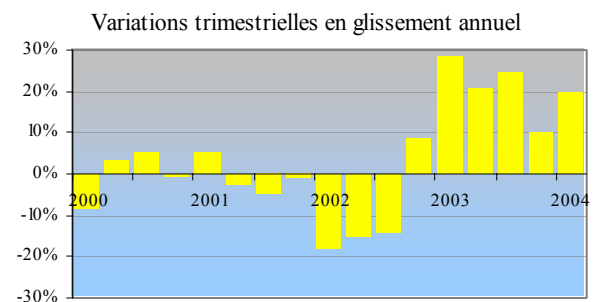
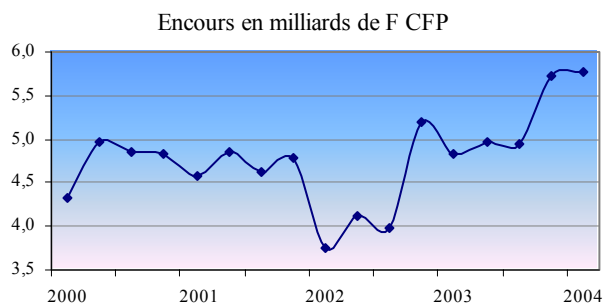
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

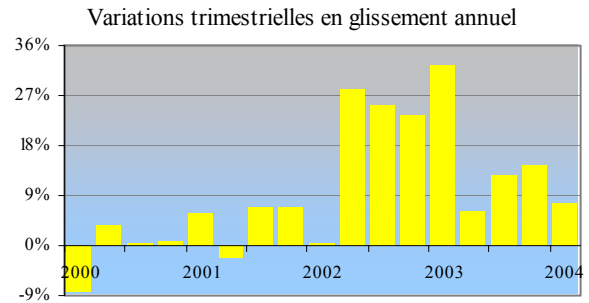
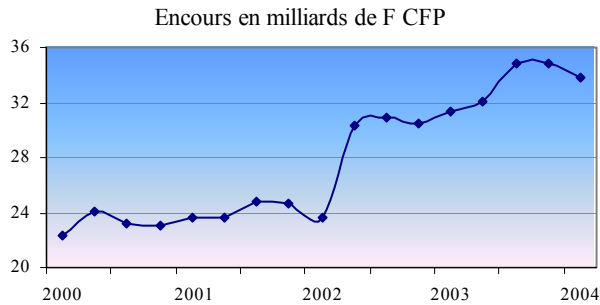


Créances douteuses nettes

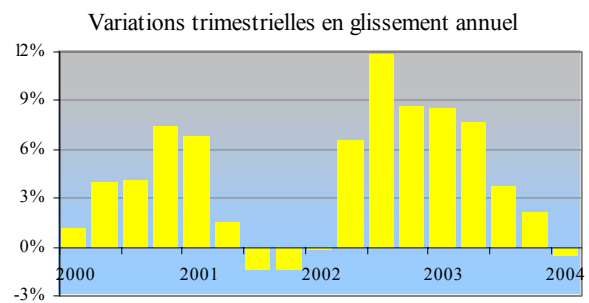
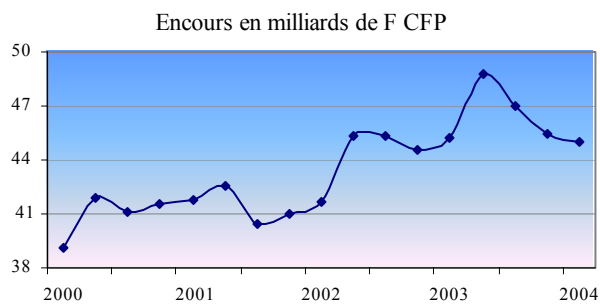


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

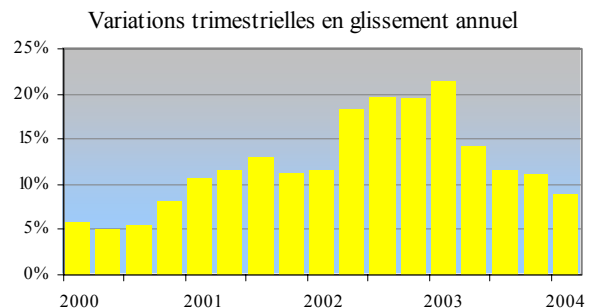
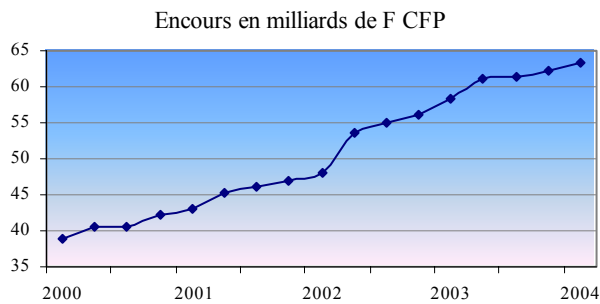
Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



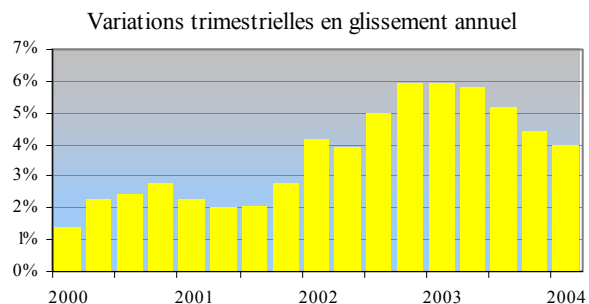
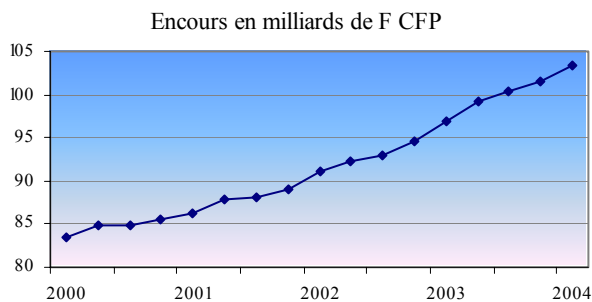
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

L'encours total de leurs crédits s'est accru de 1 % à fin septembre 2004 pour s'afficher à 83,9 milliards de F CFP.

Première composante de ces concours, avec 68,8 % du total, l'encours des crédits à l'équipement a perdu 2 % en glissement annuel. Il s'élevait à 57,8 milliards de F CFP, dont 92,5 % au profit des collectivités publiques locales.

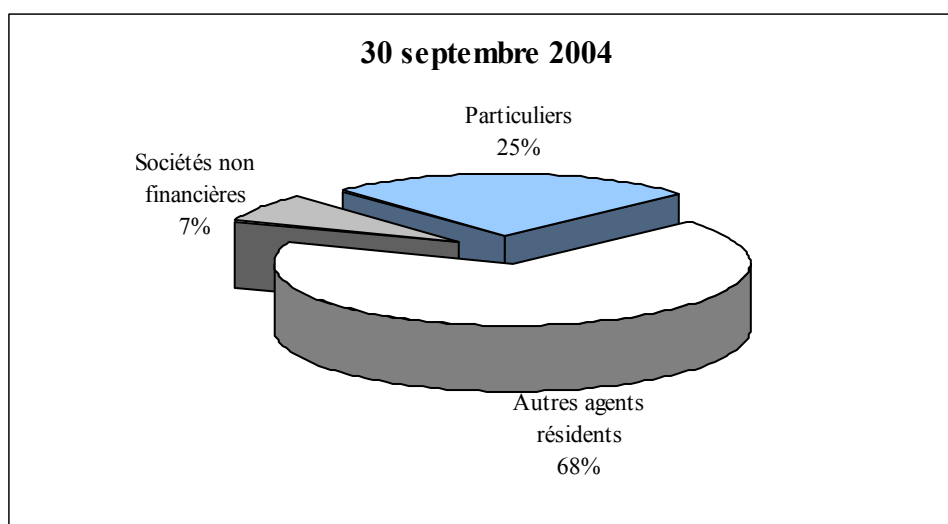
Bien qu'inférieure à l'année précédente, la croissance des crédits à l'habitat est restée forte (+20,9 %), en raison notamment d'une poursuite de la demande de crédits des particuliers octroyés principalement par la CASDEN. A fin septembre 2004, leur encours a atteint 16,4 milliards de F CFP. Leur poids se renforce chaque année et représente désormais 19,5 % du total des concours hors zone d'émission contre 16,3 % en septembre 2003.

Les crédits aux administrations publiques locales constituent la principale composante des concours de caractère bancaire accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission. Au 30 septembre 2004, ils s'élevaient à 56,3 milliards de F CFP (soit 67,1 % du total), quasiment stable au regard des rythmes de progression des périodes précédentes.

Le total des concours consentis aux particuliers par ces établissements s'est élevé à 21 milliards de F CFP, en progression de 17,1 % en glissement annuel, avec une part prépondérante s'agissant des crédits à l'habitat.

Après une baisse annuelle de 25,8 % à fin septembre 2003, l'encours des crédits accordés aux sociétés non financières a accusé un nouveau repli, de 31,1 % à la même période en 2004, pour s'établir à 6,2 milliards de F CFP.

Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission



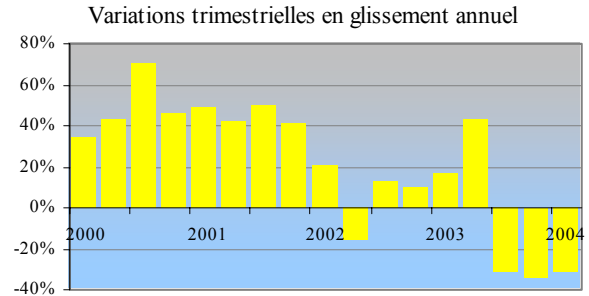
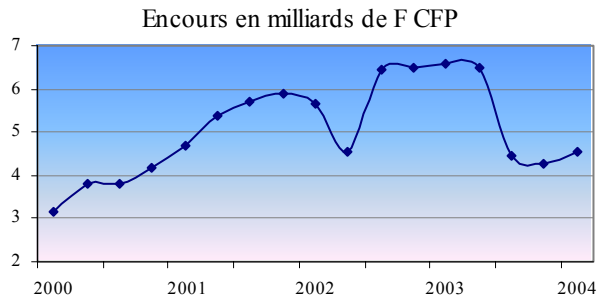
1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE												
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission												
Montants en millions de F CFP	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	variations annuelles en %			Parts en %			
						30/09/2003	31/12/2003	30/09/2004	30/09/2003	31/12/2003	30/09/2004	
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	6 579	6 483	4 439	4 246	4 550	16,3%	0,9%	-30,8%	7,9%	7,8%	5,4%	
Sociétés non financières	1 819	1 828	0	0	0	36,7%	0,5%	-100,0%	2,2%	2,2%	-	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	4 760	4 655	4 439	4 246	4 550	10,0%	1,0%	- 4,4%	5,7%	5,6%	100,0%	
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Crédits à l'équipement	58 916	57 488	58 176	57 605	57 766	9,6%	- 7,1%	- 2,0%	70,9%	68,9%	68,8%	
Sociétés non financières	5 916	6 477	6 477	4 386	4 310	-33,4%	-28,0%	-27,1%	7,1%	7,8%	7,5%	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	53 000	51 011	51 698	53 219	53 456	18,0%	- 3,6%	0,9%	63,8%	61,2%	92,5%	
Crédits à l'habitat	13 570	14 506	15 118	15 666	16 404	35,9%	23,4%	20,9%	16,3%	17,4%	19,5%	
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-100,0%	-100,0%	-	-	-	-	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	12 989	13 967	14 579	15 062	15 754	38,5%	25,2%	21,3%	15,6%	16,8%	96,0%	
Autres agents résidents	580	539	539	604	650	425,8%	593,7%	12,0%	0,7%	0,6%	4,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres crédits	3 732	3 537	3 533	3 420	3 382	- 6,6%	- 8,0%	- 9,4%	4,5%	4,2%	4,0%	
Sociétés non financières	1 265	1 193	1 193	1 139	1 139	- 9,0%	- 9,7%	-10,0%	1,5%	1,4%	33,7%	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	16	20	20	19	19	- 8,4%	24,1%	21,5%	0,0%	0,0%	0,6%	
Autres agents résidents	2 451	2 324	2 320	2 261	2 224	- 5,3%	- 7,3%	- 9,3%	3,0%	2,8%	65,8%	
Créances douteuses nettes	144	919	640	1 431	1 401	-65,3%	146,6%	870,3%	0,2%	1,1%	1,7%	
Sociétés non financières	1	405	405	808	752	-97,8%	1872,7%	126074,5%	0,0%	0,5%	53,7%	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	144	514	235	623	649	-63,1%	46,0%	351,3%	0,2%	0,6%	46,3%	
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
TOTAL NET	82 941	82 933	81 906	82 368	83 503	12,3%	- 1,6%	0,7%	99,9%	99,5%	99,5%	
Sociétés non financières	9 001	9 902	7 670	5 525	6 201	-25,8%	-21,8%	-31,1%	10,8%	11,9%	7,4%	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	17 908	19 157	19 039	19 328	20 972	26,9%	18,7%	17,1%	21,6%	23,0%	25,0%	
Autres agents résidents	56 031	53 874	54 558	56 085	56 330	17,7%	- 2,9%	0,5%	67,5%	64,6%	67,1%	
Provisions non ventilées	110	449	449	449	417	-14,3%	287,0%	277,8%	0,1%	0,5%	0,5%	
TOTAL BRUT	83 051	83 383	82 355	82 817	83 920	12,3%	- 1,2%	1,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
Taux créances douteuses brutes	0,3%	1,6%	1,3%	2,3%	2,2%							
Taux de provisionnement	43,3%	32,8%	41,3%	23,9%	22,9%							

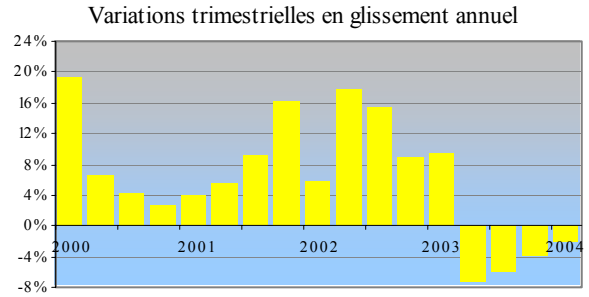
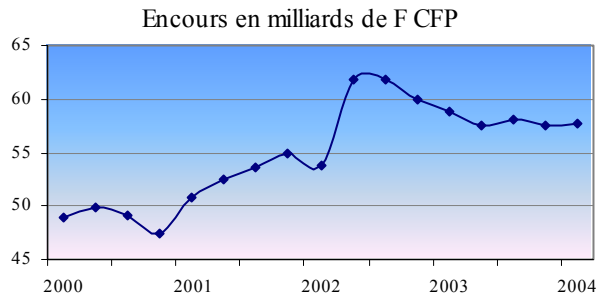
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

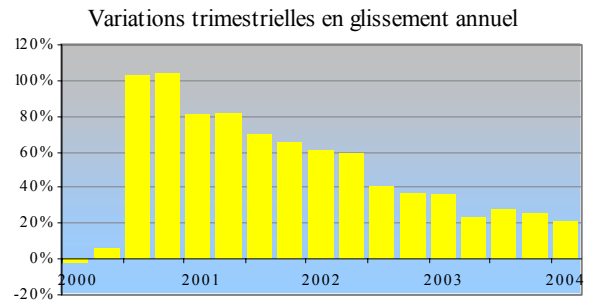
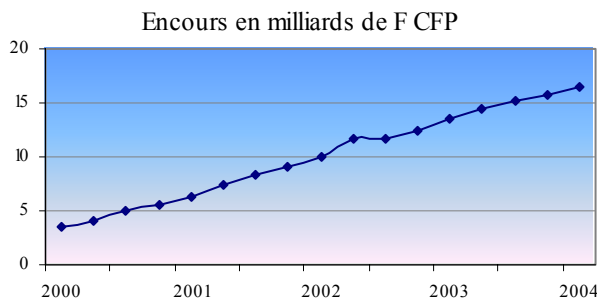
Crédits de trésorerie



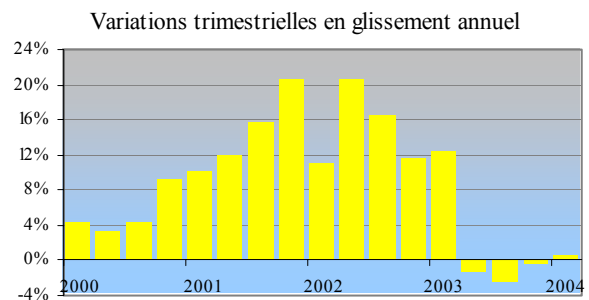
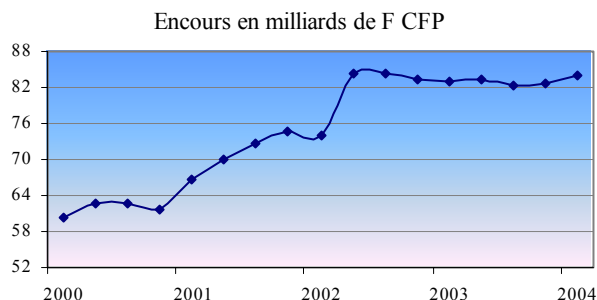
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

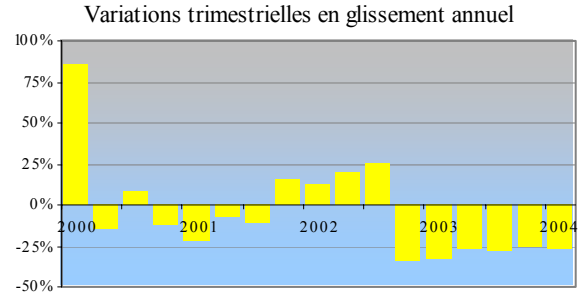
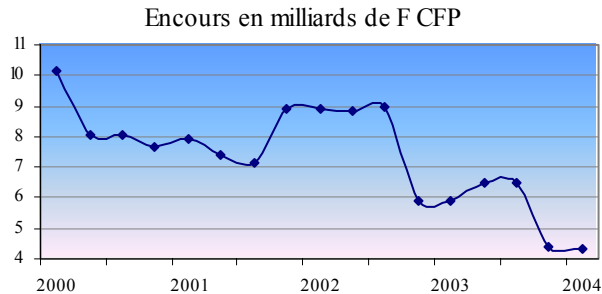


Ensemble des crédits

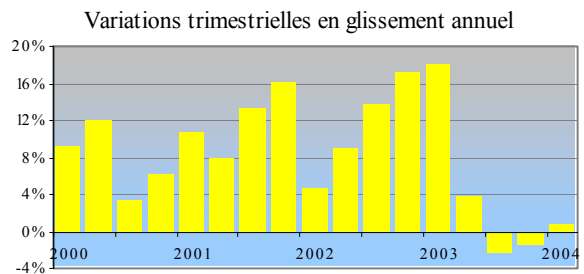
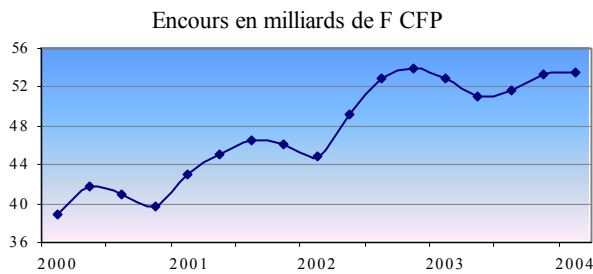


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

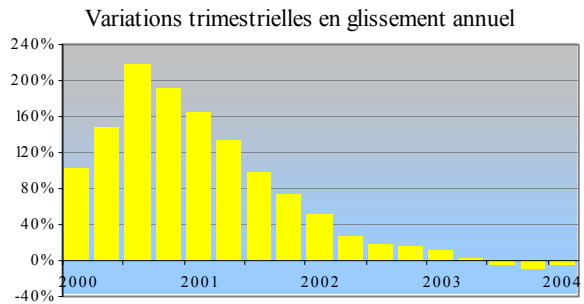
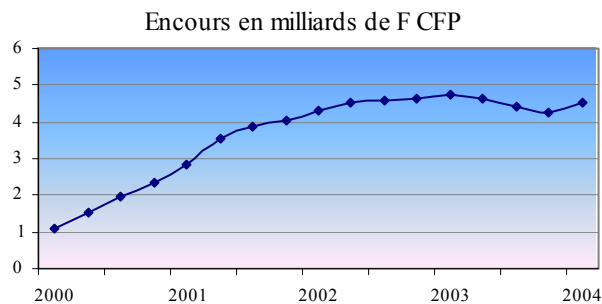
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



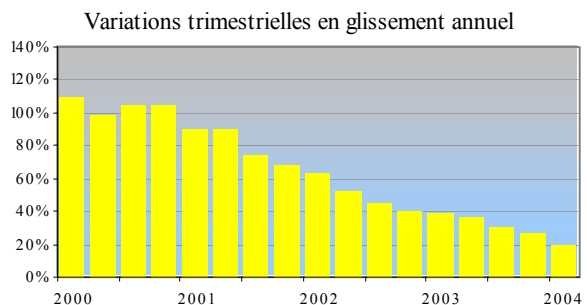
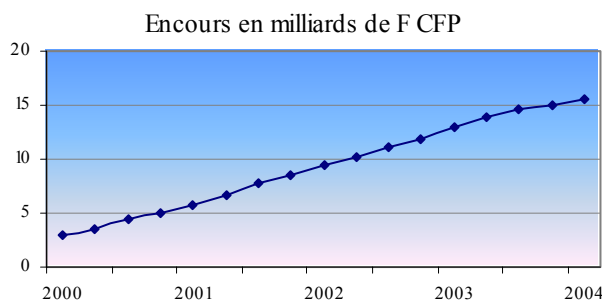
Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents » (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.3 La masse monétaire et ses contreparties

1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

Commentaires :

Au troisième trimestre 2004 la masse monétaire M3 s'est établie à 296,3 milliards de F CFP contre 283,7 un an auparavant, soit + 4,4 % en glissement annuel.

Les agents économiques restent attirés par les placements les plus liquides comme en témoignent les croissances de M1 (+ 10,3 %) et de M2 (+ 9,6 % pour M2-M1) sur la période. La rémunération moins attractive du long terme a pesé sur les dépôts à terme (- 11,4 %).

P1, constitué exclusivement des plans d'épargne-logement, a continué sa progression pour atteindre 8,9 milliards de F CFP (+31,3 % en rythme annuel).

COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles au		
	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/09/2003	31/03/2004	30/09/2004
M1								
Circulation fiduciaire	8 950	9 959	8 988	9 759	9 790	2,0%	1,5%	9,4%
- Billets	7 484	8 456	7 492	8 260	8 256	1,7%	1,1%	10,3%
- Pièces	1 465	1 503	1 496	1 499	1 534	3,6%	3,8%	4,7%
Dépôts à vue	101 784	117 790	112 145	113 093	112 309	6,3%	11,5%	10,3%
- Banques	95 772	111 710	105 010	107 066	106 126	5,6%	10,4%	10,8%
- O.P.T.	6 012	6 080	7 136	6 027	6 183	19,3%	29,9%	2,8%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Total M1	110 733	127 748	121 134	122 853	122 099	5,9%	10,7%	10,3%
M2 - M1	75 304	78 783	79 827	79 819	82 527	38,7%	26,1%	9,6%
Comptes sur livrets	75 101	78 568	79 593	79 599	82 297	38,6%	26,1%	9,6%
Comptes d'épargne-logement	203	215	234	220	230	65,7%	33,7%	13,3%
Total M2	186 037	206 531	200 961	202 672	204 627	17,1%	16,3%	10,0%
M3 - M2	97 698	98 770	94 731	91 507	91 676	-12,5%	-12,9%	- 6,2%
Dépôts à terme	76 343	76 786	72 046	66 609	67 612	-16,7%	-17,3%	-11,4%
- Banques	76 343	76 786	72 046	66 609	67 612	-16,7%	-17,3%	-11,4%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons	11 948	13 464	14 068	15 903	13 990	- 1,6%	8,6%	17,1%
Certificats de dépôt	9 408	8 520	8 617	8 995	10 075	19,9%	- 1,7%	7,1%
Total M3	283 735	305 301	295 691	294 179	296 303	4,9%	5,0%	4,4%
P1	6 744	7 297	7 900	8 414	8 853	71,4%	41,4%	31,3%
(Epargne contractuelle)								
Plans d'épargne-logement	6 744	7 297	7 900	8 414	8 853	71,4%	41,4%	31,3%
Compte d'épargne à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres cptes d'épargne à rég spéc	-	-	-	-	-	-	-	-
M3 + P1	290 479	312 598	303 591	302 593	305 155	5,9%	5,7%	5,1%

1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Commentaires :

Les avoirs hors zone d'émission des banques polynésiennes ont progressé de 7,8 % en glissement annuel (72,7 milliards de F CFP au 30 septembre 2004).

Quant à leurs engagements hors zone d'émission, ils sont passés de 32,6 milliards de F CFP à fin septembre 2003 à 50,5 l'année suivante, soit + 54,8 % sur la période.

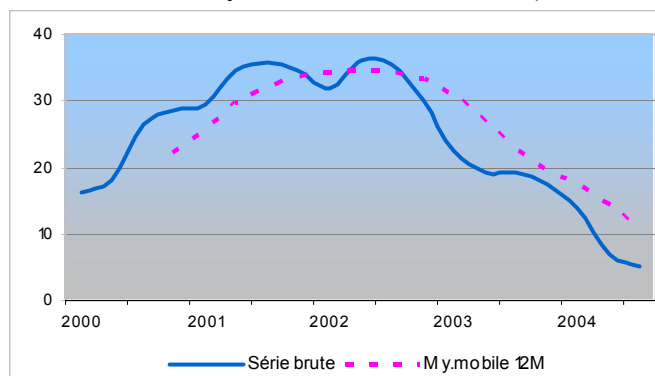
En conséquence, leur position extérieure nette, qui résulte de la différence entre les avoirs et les engagements, s'est nettement dégradée de 72,2 % (5,2 milliards de F CFP en septembre 2004 contre 18,4 en septembre 2003).

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles		
	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	30/09/2003	31/03/2004	30/09/2004
Avoirs hors zone d'émission	67 487	67 303	64 679	70 938	72 719	-18,3%	-15,6%	7,8%
Institut d'émission	16 420	18 555	16 460	17 380	17 072	- 4,9%	-10,1%	4,0%
Etablissements de crédit locaux (*)	51 067	48 748	48 219	53 557	55 646	-21,8%	-17,3%	9,0%
Créances du Trésor public	- 354	- 354	802	- 392	- 392	- 2,4%	-326,5%	10,7%
Concours sur ressources monétaires	216 602	238 352	230 210	223 633	223 976	15,1%	12,2%	3,4%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	306 213	322 737	322 173	329 950	334 078	14,1%	9,2%	9,1%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	89 610	84 385	91 963	106 317	110 102	11,7%	2,4%	22,9%
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	28 373	23 826	24 577	25 655	25 497	12,4%	- 3,3%	-10,1%
Provisions sur créances douteuses	11 219	10 394	10 814	10 779	11 070	17,0%	1,5%	- 1,3%
Engagements hors zone d'émission (*)	32 641	31 394	34 270	46 781	50 515	9,3%	- 3,9%	54,8%
Epargne contractuelle	6 744	7 297	7 900	8 414	8 853	71,4%	41,4%	31,3%
Divers	10 633	11 474	14 402	14 688	14 168	- 8,2%	15,1%	33,2%
Total M3	283 735	305 301	295 691	294 178	296 303	4,9%	5,0%	4,4%
Position extérieure nette du système bancaire local *	18 426	17 354	13 949	6 777	5 132	-48,0%	-38,5%	-72,2%

* La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission des ces mêmes établissements.

Position extérieure nette du système bancaire local (en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

1.4.1 Le financement des crédits bancaires

Commentaires :

Les dépôts collectés par les établissements de crédit de la place, minorés de leurs encaisses, représentent 83 % de leurs ressources à fin septembre (-4,9 points en un an) et s'établissent à 285,6 milliards de F CFP.

Le financement sur ressources propres intervient à hauteur de 10,6 % (+0,4 point sur la période) pour un montant de 36,6 milliards de F CFP et l'excédent des opérations diverses atteint 20,7 milliards de F CFP. Le réescompte de l'IEOM a continué sa progression mais demeure marginal et ne représente que 1,9 % du total des ressources, soit une valeur de 6,6 milliards de F CFP.

Les ressources des établissements de crédit sont affectées à 97 % à leur activité de crédit et le solde à la constitution des réserves obligatoires auprès de l'IEOM.

1. L'évolution monétaire et financière

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2003

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	322 737	96,88%	Dépôts collectés - encaisses	292 580	87,83%
Réserves obligatoires	10 375	3,11%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	34 219	10,27%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	17 909	5,38%
			Réesc compte	5 759	1,73%
			(-) position extérieure nette des EC	-17 354	-5,21%
Total emplois	333 114	100%	Total ressources	333 114	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 MARS 2004

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	322 173	97,17%	Dépôts collectés - encaisses	284 052	85,68%
Réserves obligatoires	9 370	2,81%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	35 391	10,67%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	19 762	5,96%
			Réesc compte	6 289	1,90%
			(-) position extérieure nette des EC	-13 949	-4,21%
Total emplois	331 544	100%	Total ressources	331 544	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2004

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	334 078	97,04%	Dépôts collectés - encaisses	285 596	82,96%
Réserves obligatoires	10 195	2,96%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	36 567	10,62%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	20 654	6,00%
			Réesc compte	6 590	1,91%
			(-) position extérieure nette des EC	-5 132	-1,49%
Total emplois	344 275	100%	Total ressources	344 275	100%

1. L'évolution monétaire et financière

1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

Commentaires :

Les opérations interbancaires

Les ressources des établissements de crédit locaux se sont élevées à 58,1 milliards de F CFP, constituées majoritairement de 20,8 milliards de F CFP de dépôts à moins d'un mois (35,9 % du total) et de 35,8 milliards de F CFP de dépôts à plus d'un an (61,6 %).

Les emplois, pour leur part, sont concentrés sur des opérations inférieures à trois mois : sur 73,5 milliards de F CFP au 30 juin 2004, ces dernières en totalisaient 92,6 %, pour un montant de 68 milliards de F CFP.

Les opérations avec la clientèle

Le solde des opérations avec la clientèle, obtenu par la différence entre les ressources (292,3 milliards de F CFP en septembre 2004) et les emplois (323 milliards de F CFP), faisait apparaître un déficit de 30,7 milliards de F CFP, contre 16,7 milliards au troisième trimestre 2003.

De manière générale, si les ressources des établissements de crédit polynésiens sont plutôt à court terme, leurs emplois sont de plus longue durée. Au 30 septembre 2004, 80,5 % des premières consistaient en dépôts de moins d'un mois (235,2 milliards de F CFP), alors que 71,5 % des secondes étaient destinées à des opérations de terme supérieur à un an (230,9 milliards de F CFP).

1. L'évolution monétaire et financière

EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

en millions de F CFP

30/09/2004	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
OPERATIONS INTERBANCAIRES									
EMPLOIS									
Caisse	3 587	3 587	0						
Banques centrales et OPT	10 345	10 345	0						
Comptes ordinaires débiteurs	12 481	12 481	0						
Comptes et prêts à terme dont réseau	46 452	10 506	0	19 404	11 106	1 505	2 230	951	750
Val. reçues en pension à terme	0	0	0						
Prêts à la clientèle financière	0	0	0						
VNI, créances douteuses et créances rattachées	616	616	0						
Total emplois	73 481	37 535	0	19 404	11 106	1 505	2 230	951	750
RESSOURCES									
Banques centrales et OPT	148	148	0	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires créditeurs	11 155	11 155	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts à terme dont réseau	39 093		1 100	771	214	1 250	2 077	20 827	12 854
Val. données en pension à terme	6 590		0	6 590	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0		0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	1 080	1 080	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	58 067	12 383	1 100	7 361	214	1 250	2 077	20 827	12 854
RESSOURCES - EMPLOIS	-15 415	-25 152	1 100	-12 043	-10 892	-255	-153	19 876	12 104
Cumul		-25 152	-24 052	-36 094	-46 986	-47 241	-47 394	-27 518	-15 414
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE									
EMPLOIS									
Comptes ordinaires débiteurs	19 443	19 443	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	290 634		4 126	20 348	17 380	18 697	28 677	124 459	76 947
VNI, créances douteuses et créances rattachées	6 824	6 824	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 074	13	119	19	26	39	74	523	262
Crédit-bail et opérations assimilées	5 035		5 035	0	0	0	0	0	0
Location simple	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	323 010	26 280	9 280	20 367	17 406	18 736	28 751	124 982	77 209
RESSOURCES									
Comptes ordinaires créditeurs	106 126	106 126	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	91 380		81 763	7	60	2	5	8 750	794
Comptes créditeurs à termes	67 612		0	32 221	10 173	7 298	8 209	9 615	96
Bons de caisse et bons d'épargne	13 990		0	5 083	2 116	1 447	2 594	2 750	0
Titres de créances négociables	10 075		0	6 927	3 148	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	3 091	3 091	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	292 273	109 217	81 763	44 238	15 497	8 747	10 808	21 115	890
RESSOURCES - EMPLOIS	-30 737	82 938	72 482	23 871	-1 909	-9 989	-17 943	-103 867	-76 319
Cumul		82 938	155 420	179 291	177 382	167 393	149 450	45 583	-30 735
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	25 497								

2. Rappel des taux

2.1 Taux administrés

2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

1999	2000	2001	2002	2003	2004
3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %

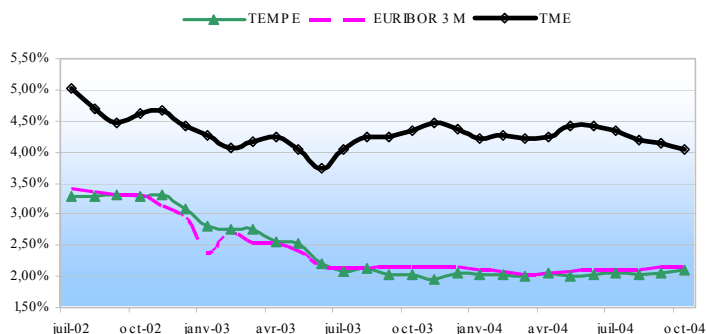
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	Date d'effet	Taux	Taux de sortie maxima applicables aux crédits pour accès au réescompte
Taux de la facilité de dépôt	10/06/2003	1,00%	4,50% (depuis le 01/01/04) 6,45 % à 6,90 % (Taux SGFGAS depuis le 01/05/04)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2003	1,50%	
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
Taux de la facilité de prêt marginal	10/06/2003	3,00%	
Taux de l'escompte de chèques	10/06/2003	3,00%	

2.2 Taux du marché

2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	mai-04	juin-04	juil-04	août-04	sept-04	oct-04
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,0097%	2,0345%	2,0610%	2,0345%	2,0467%	2,1129%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,0860%	2,1130%	2,1160%	2,1150%	2,1500%	2,1530%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	4,41%	4,41%	4,35%	4,20%	4,13%	4,03%



2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. Il a baissé de 20 points de base le 1^{er} octobre 2004.

Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03	Oct-04
7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60	7,40

2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

2.3.1 Crédits aux particuliers

<i>Seuils de l'usure</i>	4e trim. 2003	1er trim. 2004	2e trim. 2004	3e trim. 2004	4e trim. 2004
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,88%	6,77%	6,83%	6,67%	6,56%
- Prêts à taux variable	6,40%	6,11%	5,99%	5,88%	5,85%
- Prêts à taux relais	7,12%	7,04%	7,07%	6,72%	6,68%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,25%	20,85%	20,96%	20,73%	20,13%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	16,84%	16,52%	16,57%	16,64%	16,21%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,96%	9,60%	9,68%	9,07%	9,12%

2.3.2 Crédits aux entreprises

<i>Seuils de l'usure</i>	4e trim. 2003	1er trim. 2004	2e trim. 2004	3e trim. 2004	4e trim. 2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,72%	8,33%	8,52%	8,40%	8,55%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,49%	6,33%	6,35%	6,00%	6,08%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,79%	6,48%	6,57%	6,41%	6,47%
- Découverts en compte	11,19%	11,19%	11,05%	10,73%	11,27%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,73%	8,67%	8,49%	7,73%	8,20%

2. Rappel des taux

2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête, réalisée par l'IEOM, porte sur les déclarations des établissements de crédit sur les octrois de concours accordés aux particuliers pendant les mois de juin et juillet 2004. Les établissements sont les trois banques FBF (Banque de Polynésie, Banque de Tahiti et SOCREDO) ainsi que, pour la première fois, la société financière Général Electric Financement Polynésie (GEFP).

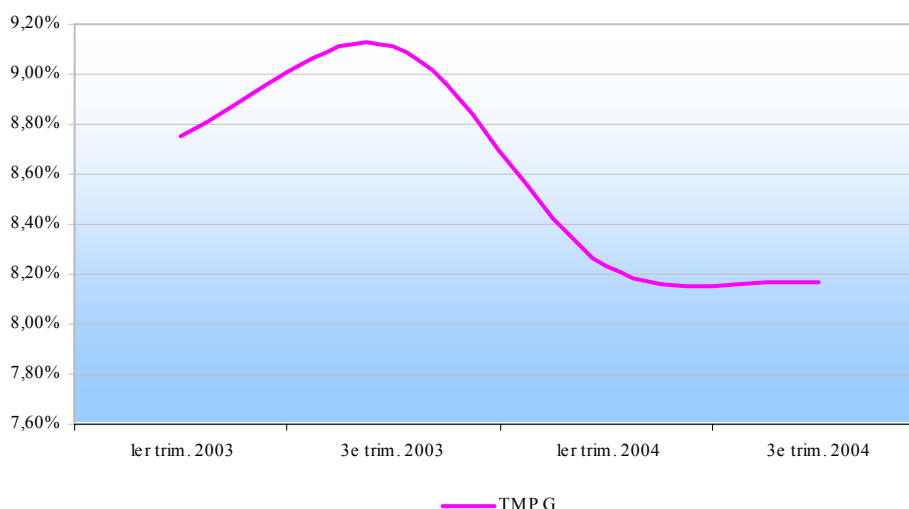
Cette enquête a permis de recenser 5.037 nouveaux prêts totalisant près de 8 milliards de F CFP. En comparaison avec l'enquête réalisée à la même période un an plus tôt, 13 % de déclarations en moins ont été recueillies pour un total supérieur de 6 %¹.

Les résultats de l'enquête font ressortir une nouvelle baisse du taux moyen pondéré global des établissements de la place, à l'instar de l'évolution des taux des principaux pays de la zone euro sur la même période.

Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers

	1er trim. 2003	3e trim. 2003	1er trim. 2004	3e trim. 2004	Variations annuelles
Prêts immobiliers	7,03%	6,86%	6,28%	6,16%	-70 pb
Prêts immobiliers relais	7,38%	6,73%	5,84%	6,28%	-45 pb
Prêts personnels < 181 920 F CFP	12,31%	13,75%	13,38%	13,23%	-52 pb
Découverts	10,78%	10,47%	10,57%	10,70%	+23 pb
Prêts personnels > 181 920 F CFP	8,85%	9,53%	8,06%	8,55%	-98 pb
TMPG	8,75%	9,11%	8,23%	8,17%	-94pb

Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers



¹ En juin et juillet 2003 : 5.785 déclarations pour 7,5 milliards de F CFP.

2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises réalisée pendant les mois de juin et juillet 2004 auprès des trois banques polynésiennes et de GEPF a permis de recenser 765 déclarations d'un montant supérieur à 8,1 milliards de F CFP (831 déclarations délivrées pour 11 milliards de F CFP lors de la même enquête un an plus tôt).

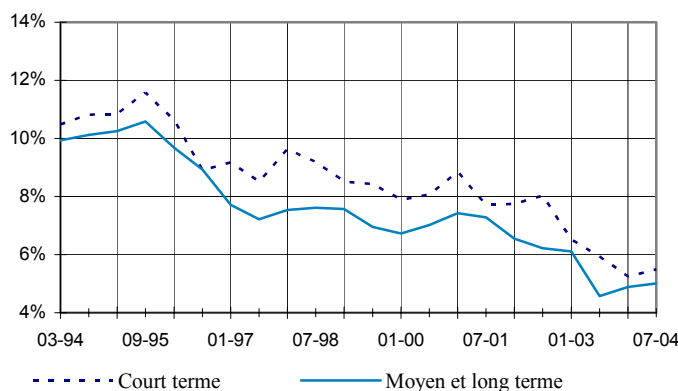
La baisse des taux consentis par les établissements de crédit polynésiens s'est poursuivie pour cette enquête marquée par un taux moyen pondéré global (TMPG) en retrait de 27 points de base sur l'année (5,28 % contre 5,55 % auparavant). Néanmoins, par rapport à l'enquête réalisée au début de l'année, le TMPG a augmenté légèrement, de 14 points de base (5,14 % en janvier 2004).

Par type de crédit, ceux à moyen et long terme (38 % des financements) ont affiché un TMP en hausse de 44 points base par rapport à l'enquête réalisée en juin 2003 (5,01 % contre 4,57 %), le taux moyen du découvert s'est lui aussi redressé (5,79 % contre 5,69 % en juin 2003, soit -10 pb), alors que les taux de l'escompte et des autres crédits à court terme se sont sensiblement repliés à respectivement 7,70 % en juin 2004 (-65 pb sur l'année) et 3,59 % (-174 pb).

Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	1er trim. 2003	3e trim. 2003	1er trim. 2004	3e trim. 2004	Variations annuelles
Escompte	8,84%	8,35%	7,52%	7,70%	18 pb
Découverts	6,66%	5,69%	5,15%	5,79%	64 pb
Autres crédits à court terme	4,52%	5,33%	4,40%	3,59%	-81 pb
Total court terme	6,51%	5,93%	5,25%	5,50%	25 pb
Moyen et long termes	6,11%	4,57%	4,89%	5,01%	12 pb
Global	6,40%	5,55%	5,14%	5,28%	14 pb

Coût du crédit aux entreprises



Source : IEOM

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires** ;
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

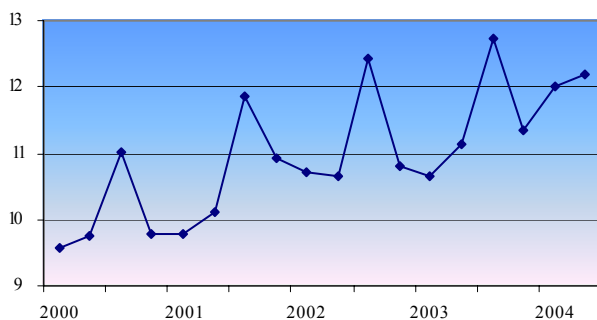
3. Autres activités de l'IEOM

3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

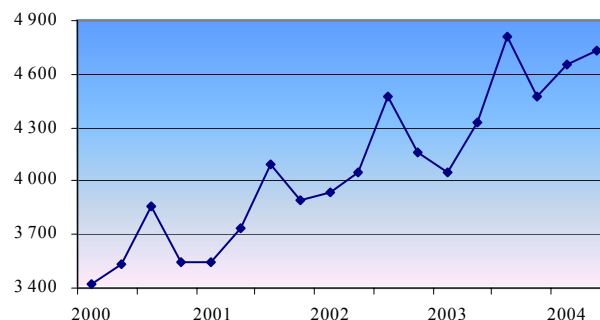
3.1.1 L'émission de billets CFP

A fin septembre 2004, l'émission nette de billets F CFP a progressé de 9,3 % en rythme annuel, à 4.730.332 billets. En valeur, elle a connu un taux de croissance de 9,5 % pour atteindre 12,2 milliards de F CFP. Sur douze mois, toutes les coupures ont enregistré une hausse en volume : de 7,9 % pour les 10.000 F CFP, de 12,4 % pour les 5.000 F CFP, de 12,5 % pour les 1.000 F CFP et de 2,4 % pour les 500 F CFP.

Emissions nettes de billets en valeur
(en milliards de F CFP)

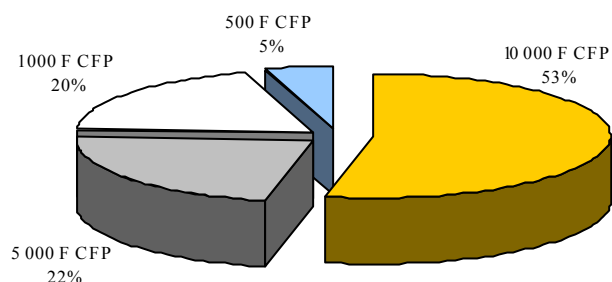


Emissions nettes de billets en volume
(en milliers d'unités)

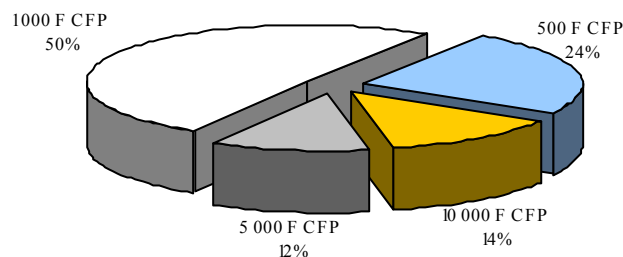


Répartition de l'émission nette cumulée de billets CFP à fin septembre 2004

Répartition en valeur



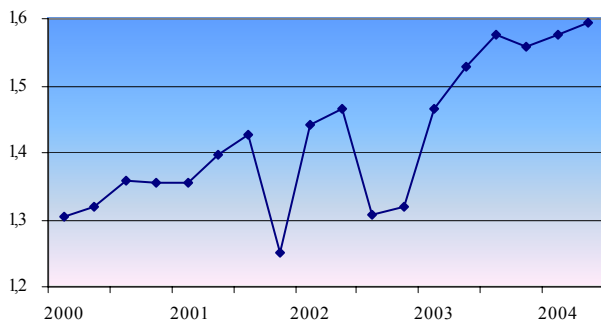
Répartition par quantité



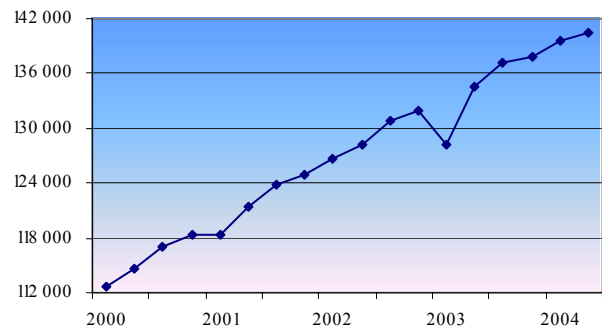
3.1.2 L'émission de pièces CFP

L'émission nette de pièces s'est inscrite en hausse de 4,5 % par rapport à septembre 2004, soit 140,5 millions de pièces pour un montant de 1,6 milliard de F CFP (+ 4,3 % sur un an). L'évolution numéraire annuelle par pièce est la suivante : + 4,7 % pour les 100 F CFP, + 3,7 % pour les 50 F CFP, + 2,5 % pour les 20 F CFP, + 4,2 % pour les 10 F CFP, + 5 % pour les 5 F CFP, + 5,8 % pour les 2 F CFP et + 4 % pour les 1 F CFP.

Emissions nettes de pièces en valeur
(en milliards de F CFP)

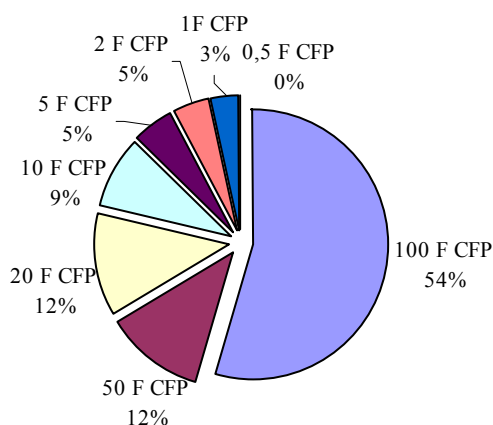


Emissions nettes de pièces en volume
(en milliers d'unités)

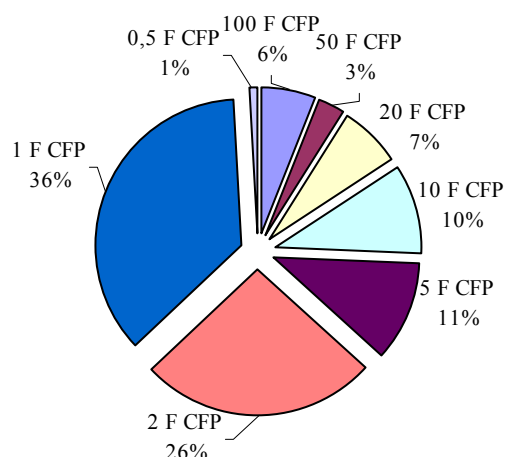


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces CFP à fin septembre 2004

Répartition en valeur



Répartition par quantité

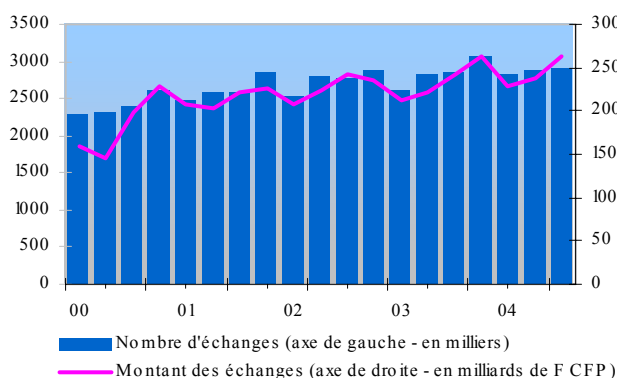


3. Autres activités de l'IEOM

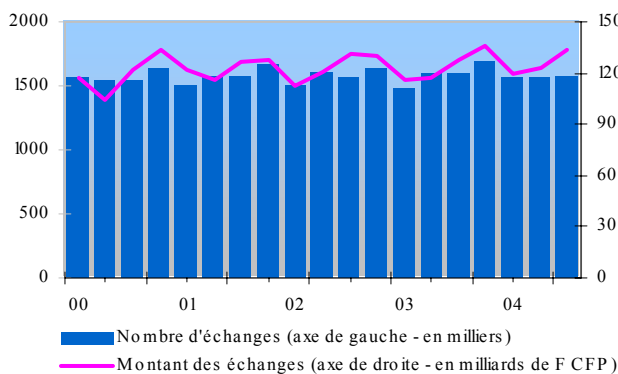
3.2 Les systèmes d'échanges

Au troisième trimestre 2004, l'activité de la chambre de compensation de Papeete s'est inscrite en hausse par rapport au même trimestre de 2003 : les volumes compensés sont passés de 2,8 millions à 2,9 millions d'opérations en un an (+ 1,8 %) tandis que les valeurs échangées se sont élevées à 263,5 milliards de F CFP contre 243 milliards un an plus tôt (+ 8,4 %). L'analyse de cette évolution sur le trimestre laisse apparaître une augmentation des opérations traitées, de 1,5 % en volume et de 11,3 %.

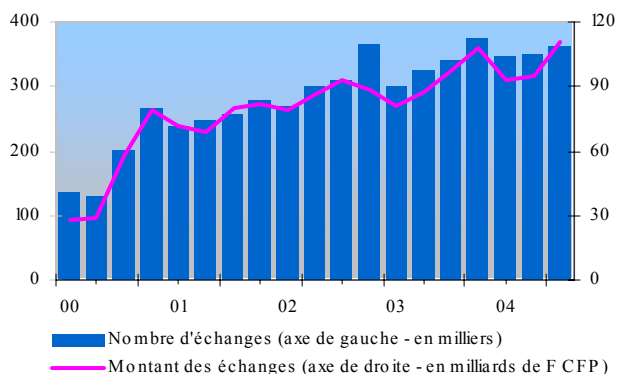
Compensation des échanges de valeurs



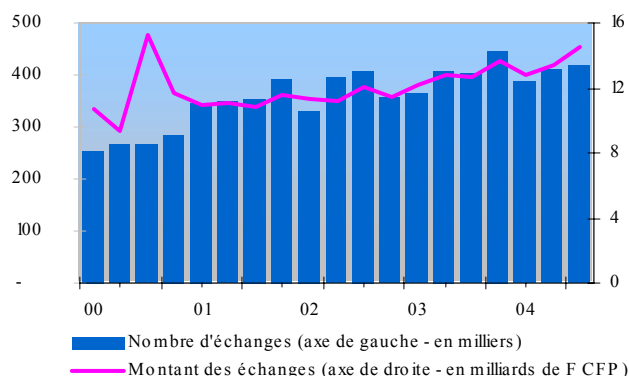
Compensation des chèques



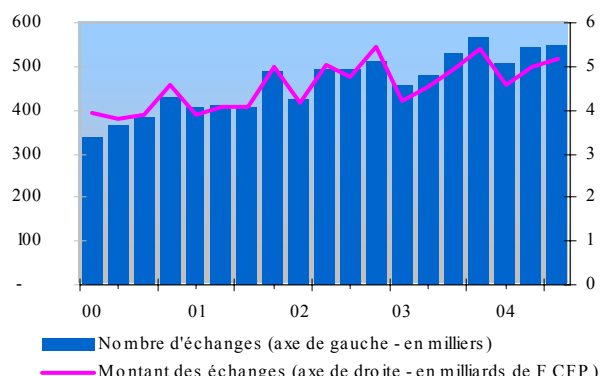
Compensation des virements



Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



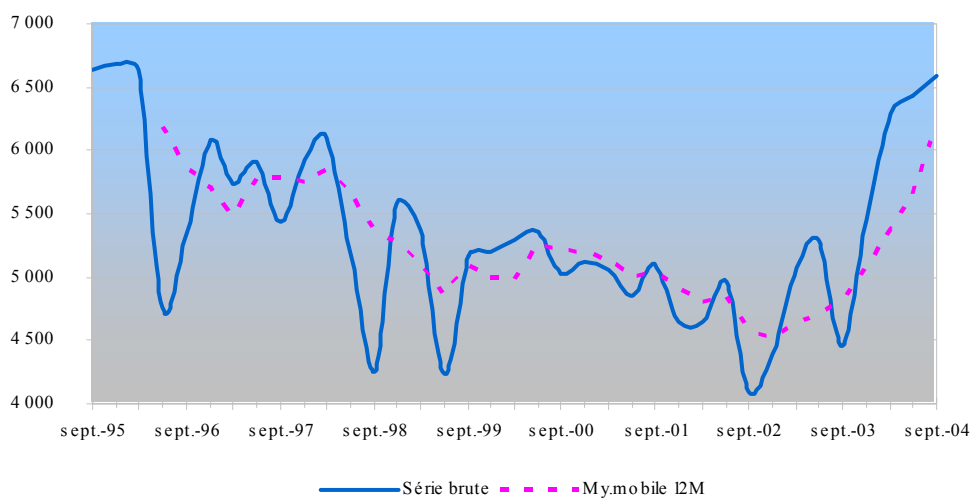
Compensation des opérations monétaires



3.3 Le refinancement

Au 30 septembre 2004, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM a atteint 6,6 milliards de F CFP, en hausse de 2,5 % sur le trimestre et de 47,6 % en glissement annuel. Sur l'année, les progressions conjuguées des mobilisations à court terme (+ 85,1 %) et des engagements à moyen terme (+ 34,8 %) ont contribué à cette croissance prononcée.

Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 7 Décembre 2004
Dépôt légal : 7 Décembre 2004- N° ISSN 0296-3116